

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 MAI 1920.

Projet de loi

tendant à garantir la liberté syndicale ⁽¹⁾.

Proposition de loi

sur les conventions collectives du travail ⁽²⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (3), PAR M. DEVÈZE.

MESSEURS,

Par décision de la Chambre, votre Section centrale chargée de l'examen du projet de loi tendant à garantir la liberté syndicale a été érigée en Commission spéciale. Elle a reçu mission d'étendre son étude à la proposition de loi relative aux conventions collectives de travail.

Au cours de ses délibérations, qui portèrent en conséquence sur l'ensemble du problème syndical, elle a été amenée à fusionner les deux textes qui lui étaient soumis.

Celui que proposait le Gouvernement fut remplacé en effet par deux titres entièrement nouveaux incorporés dans la proposition issue de l'initiative parlementaire, et rédigés en harmonie avec l'économie générale de celle-ci. La pensée dont s'inspirait le projet primitif trouvera néanmoins, dans la forme qui lui a été donnée, son expression adéquate.

Notre Section Centrale a approuvé le texte ci-après, par 4 voix et 3 abstentions.

§ 1.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

1. Parmi les phénomènes économiques et sociaux qui caractérisent notre époque, celui de la syndicalisation est sans aucun doute le plus important.

Transposition du sentiment de solidarité dans le plan des réalités tangi-

(1) Projet de loi, n° 66.

(2) Proposition de loi, n° 108.

(3) La Commission, présidée par M. Brunet, était composée de MM. Dejardin, Devèze, Houget, Levie, Lombard et Winandj.

bles, il se manifeste en tous domaines. « C'est un trait de ce temps », écrit M. Leroy, « que tous les intérêts et toutes les compétences ont tendance à se grouper et à parler en corps » (1). Ajoutons que cette tendance est irrésistible. Les événements démontrent chaque jour avec une force croissante la vanité des controverses d'école auxquelles certains esprits pourraient être tentés de se livrer aujourd'hui.

2. Dans le domaine de la production — qui fait l'objet de notre étude — le fait syndical apparaît dominant. Il est superflu d'entreprendre ici l'histoire, depuis la célèbre loi Chapelier jusqu'aux propositions dont la Chambre est actuellement saisie, de l'évolution qui aboutit aujourd'hui à son affirmation éclatante.

Les salariés ont pris conscience de la puissance que l'association leur confère pour la défense de leurs intérêts et pour l'efficacité de leurs revendications professionnelles. Placés individuellement vis-à-vis de l'employeur dans un état d'infériorité qui ne leur permet pas de débattre librement et sérieusement les conditions de leurs engagements, ils ont appris par l'expérience que leur action collective a pour effet d'établir une situation inverse.

Cette même expérience a amené les employeurs à se rendre compte de ce que, pour ramener l'égalité, il était nécessaire d'opposer la coalition patronale à la coalition ouvrière.

Il advint fréquemment ainsi que ces deux forces organisées entrassent en conflit, qu'il se déclarât entre elles un véritable état de guerre, dont les manifestations furent la grève plus ou moins générale ou le lock-out plus ou moins collectif, entraînant, pour une branche déterminée de la production ou pour une région industrielle, la suspension de toute activité. De ces stagnations prolongées, de l'instabilité dont elles étaient suivies, il résulta pour tous les producteurs, sans distinction de classe, une menace de ruine, et la nation entière se sentit atteinte dans les sources mêmes de son existence.

Il y eut dès lors, de part et d'autre, tendance à composer. On consentit à se reconnaître; on voulut négocier; souvent, l'on parvint à s'entendre. Des accords furent conclus, dont l'objet n'était point de procurer à tel employeur le travail de tel salarié — et qui différaient donc essentiellement du contrat de louage de services ou du contrat de travail tels qu'ils existaient juridiquement. Ces accords, en quelque sorte réglementaires, avaient pour portée exclusive de stipuler, dans un temps, dans un lieu, pour un secteur industriel déterminés, les conditions générales qui, entre les membres des associations contractantes, régiraient obligatoirement la prestation de la main d'œuvre. Souvent les parties consentirent à se lier pour une durée fixe, pendant laquelle elle s'interdisaient toutes prétentions nouvelles. Souvent aussi elle s'engagèrent à soumettre leurs contestations soit à la conciliation préalable, soit à la décision souveraine de juridictions arbitrales auxquelles elles entendaient faire confiance.

(1) LEROY, *Pour gouverner*. Bernard Grasset, p. 186.

Dès lors naissait un état de choses nouveau. L'insécurité sociale avait sa cause profonde en ce que, si les intérêts de tous les producteurs sont solidaires jusqu'au moment de la réalisation du bénéfice procuré par vente des produits, ces intérêts apparaissent divergents lorsqu'il s'agit de déterminer dans quelle proportion ce bénéfice sera partagé entre les trois éléments qui l'ont créé en collaboration étroite et nécessaire : je veux dire le capital, la direction et la main-d'œuvre. La formule syndicale apparaissait ainsi comme une solution décisive ; réalisant l'égalité des forces, elle conduisait à la justice distributive ; par là, le vieil adage classique « *sum cuique tribuere* » trouverait enfin son application — et la paix sociale serait fondée sur le respect du droit.

3. N'ayons point l'illusion de croire que les lois, pour sagement qu'elles soient conçues, puissent créer le progrès. Elles l'enregistrent. Elles le consacrent. Stabilisant l'étape accomplie, elles préparent l'étape future. Leur efficacité n'est que de donner une orientation, de frayer les voies, d'empêcher les abus, de parer au danger de réaction : mais il suffit qu'une telle mission lui incombe, pour que le législateur ait la pleine conscience de ses devoirs et de ses responsabilités.

L'état de choses que nous venons de décrire est-il réel ? Est-il nouveau ? Constitue-t-il un progrès ? Il suffit que la réponse soit affirmative, pour conclure à la nécessité d'adapter aux faits acquis un droit positif qui leur corresponde ; d'élaguer les survivances hostiles et de parer aux lacunes d'une législation désormais périmée ; en un mot, pour recourir à une comparaison précise, de mettre le vêtement législatif à la mesure de l'être physique et moral qui doit le porter.

Chacun comprend, plus ou moins obscurément, qu'il en est bien ainsi de l'œuvre que le Parlement poursuit en ce moment même. L'article 310 du Code pénal est en contradiction évidente avec la conception actuelle du Syndicalisme telle que nous venons de la synthétiser : il faut donc qu'il disparaisse — et tandis que nous poursuivions nos travaux, une autre Section centrale concluait à son abolition, désormais prochaine et assurée ; la tâche dont elle s'est acquittée était d'élaguer. Il nous incombe, au contraire, de parer aux lacunes : et nous ne nous sommes pas dissimulé combien l'accomplissement d'une telle mission était difficile, et à quels dangers d'incompréhension et de critique passionnée nous exposait le résultat de nos travaux. Nous avons cependant la confiance que la Chambre et le Pays voudront, dans leur jugement, écarter toutes les hostilités préconçues, s'élever au-dessus de tous les égoïsmes particuliers, et ne s'inspirer — comme nous croyons avoir su le faire — que d'un idéal supérieur de justice et de saine démocratie.

4. Déterminons dans son objet l'œuvre que nous avons entendu créer.

La convention collective est actuellement sans aucune valeur ; les contractants n'ont pas d'existence ; ils sont dépourvus de personnalité morale ; ils sont donc incapables, aux yeux de la loi, d'acquérir des droits et de les faire valoir en justice, — d'assumer des devoirs et de subir, en cas d'inobserva-

tion, la sanction qui s'impose. Il s'agit donc tout d'abord de faire en sorte que la convention collective devienne un acte juridique valable; de donner légalement la vie aux contractants; de déterminer quels doivent être les effets de leur accord et comment ces effets seront consacrés par la protection du pouvoir judiciaire. Ainsi se trouvent justifiés les titres I, II et III du texte que nous proposons.

D'autre part, les syndicats patronaux et ouvriers ont une tendance évidente à acquérir, dans la branche et la région industrielles soumises à leur influence, une sorte de souveraineté. Les employeurs refusent d'admettre que certains exploitants, non syndiqués, puissent, profitant de conditions spéciales, obtenir la main-d'œuvre à des conditions plus avantageuses et acquérir ainsi dans la concurrence un certain « handicap ». Les salariés contestent aux non-syndiqués, ou aux affiliés de syndicats moins forts ou moins agissants, le droit de prêter leur service à des conditions inférieures, et de se faire ainsi préférer sur le marché de travail. Le problème qui dès lors se pose doit être envisagé à deux points de vue, l'un civil, l'autre pénal. Au point de vue civil, n'est-il pas utile d'instituer une expérience prudente et limitée, en permettant à certaines conventions collectives d'acquérir vigueur au profit ou à charge de ceux qui, ayant des intérêts identiques, n'y ont cependant point été parties? C'est cette expérience qu'organise le titre IV de notre proposition. Au point de vue pénal, un conflit naissant de la tendance impérialiste que nous avons définie entre la liberté syndicale telle qu'elle veut être pratiquée et la liberté individuelle, n'y a-t-il pas lieu d'empêcher toute propagande qui ne serait pas exclusivement fondée sur la persuasion et l'exemple, et de réprimer la contrainte physique ou morale qui serait exercée? De plus, les défenseurs de la liberté individuelle intégrale ne seront-ils point tentés de porter atteinte, lorsqu'ils en auront la puissance, au droit désormais reconnu à chaque citoyen d'user librement de l'association pour la défense de ses intérêts professionnels? Ainsi s'explique le titre V.

Enfin, l'ensemble de cette législation, tant civile que pénale, est de nature spéciale. Elle exige de la part de ceux qui devront l'appliquer non seulement la science du droit et la conscience professionnelle, mais encore une connaissance approfondie des faits économiques et sociaux. Aussi le titre VI institue-t-il, au sein des cours et tribunaux, des « Chambres des Conflits du Travail », dont la compétence est étendue à tous les cas d'application de la législation nouvelle.

5. Il reste dès lors, par l'étude plus complète des diverses questions que nous venons d'indiquer, à justifier dans chacune de ses parties le régime légal dont nous proposons l'instauration.

§ II.

LES CONVENTIONS COLLECTIVES.

A.

Notion juridique de la Convention collective.

6. Le titre I du projet se borne à définir la Convention collective de travail, et cette définition n'appelle que deux observations.

La première concerne la terminologie. Nous avons pensé qu'il était préférable, dans tous les cas où la distinction doit être faite entre les employeurs et ceux qu'ils emploient, de désigner ces derniers par le terme générique d'*employés*. Il est bien entendu que nous y comprenons au même titre les travailleurs manuels et les travailleurs intellectuels, et qu'il faut écarter entièrement la signification restreinte du même mot utilisé dans le langage ordinaire pour désigner uniquement ces derniers. Nous évitons de la sorte les énumérations que rendrait nécessaires une distinction que, dans l'espèce, rien ne justifie.

D'autre part, nous dénommons *associations professionnelles*, les groupements qui sont constitués avec l'objet visé. Nous désignons par là les syndicats qui auront usé de la faculté qui leur est donnée de se conformer aux prescriptions du projet en vue d'acquérir la personnalité civile dans les conditions qu'il prévoit. Et nous différencions ainsi ces associations des unions professionnelles, constituées selon la loi qui régit actuellement la matière. Il est bien entendu que les unions professionnelles pourront acquérir au même titre que les syndicats, la qualité d'association professionnelle, si elles jugent qu'il leur soit utile de bénéficier des dispositions que nous proposons.

7. La seconde observation concerne la distinction qu'il faut faire entre la convention collective de travail et le contrat de travail collectif. Ce dernier ne diffère du contrat de travail individuel qu'en ce que, vis-à-vis du preneur, agissent simultanément plusieurs « bailleurs de service » organisés en association. On peut imaginer, en effet, qu'il plaise à un employeur de traiter avec un tel groupement, lequel, « entreprendrait » en quelque sorte de fournir, par le travail de ses membres, presté dans des conditions déterminées, la main d'œuvre nécessaire. Un projet de loi déposé par M. Paul Janson a envisagé jadis cet aspect du problème. Répétons, pour éviter toute équivoque, qu'il s'agit ici de conventions déterminant « les conditions auxquelles seront obligatoirement passés par les contractants ou par les membres des associations professionnelles contractantes, dans un temps et dans un lieu déterminés, tous contrats individuels de travail. »

B.

La personnalité civile conférée aux associations professionnelles.

8. Ce n'est certes pas la première fois qu'il est tenté d'amener les syndicats à abandonner leur caractère d'association que la loi n'interdit point mais qu'elle ignore, pour acquérir celui d'association constituée conformément aux volontés du législateur, et par conséquent à laquelle il lui est permis de reconnaître la personnalité civile. Cette préoccupation a déterminé le vote de la loi sur les Unions Professionnelles — et il faut reconnaître que, par défaut de consentement quasi-unanime des intéressés, cette loi n'a pas atteint son but. Il est important de tenir compte des rai-

sons de cet échec afin de justifier les dispositions que nous proposons aujourd'hui avec la conviction sincère qu'elles seront efficaces.

Écartons tout d'abord la méfiance instinctive, aveugle, irraisonnée, pour tout ce qui est proposé dans cet ordre d'idées, que certains pourraient attribuer à la classe ouvrière. Ce serait faire injure à celle-ci que de croire, après l'effort admirable qu'elle a su accomplir pour son émancipation intellectuelle et pour l'amélioration de son sort matériel, qu'elle ne se trouve point aujourd'hui suffisamment mûrie pour examiner avec conscience, avec indépendance, avec clarté et hauteur de vues, les avantages du projet et les inconvénients auxquels il pourrait l'exposer. Et ce serait lui faire un injure plus grave encore — qui donc oserait la lui faire ? — que d'imaginer que cet examen puisse être influencé par la pensée de ne pas être tenue par ses propres engagements, d'empêcher que ceux-ci puissent être garantis par une sanction légale, de rendre possible la violation constante de la parole qu'elle aurait donnée — alors même que la conséquence serait de conférer à l'autre partie une situation semblable, également contraire à l'équité et à l'honneur. Nous disons l'honneur, car l'honneur collectif existe aussi bien que l'honneur individuel. C'est lui qui a dicté au peuple belge, dans les récents événements, sa noble attitude. C'est lui qui doit régir la vie sociale des groupements d'hommes — et la « moralité syndicale » ne doit pas être inférieure à celle que la collectivité civilisée exige du simple citoyen. Nous ne mettons pas un instant en doute que tel soit bien le sentiment commun de tous les Belges.

Que reste-t-il dès lors ? C'est ce que nous dirons ci-après, en justifiant en même temps les bases essentielles du système prévu.

9. L'établissement d'un contrat portant fixation des conditions générales du travail est devenu problème complexe. L'ouvrier, dit-on, quels que soient les progrès acquis, n'a pas l'indépendance personnelle, la formation élevée, la préparation approfondie, l'éducation scientifique qu'il faut pour être à même de discuter pareille matière, d'égal à égal, avec l'employeur. Dès lors qu'on prétend exiger de l'association ouvrière qu'elle soit exclusivement composée d'ouvriers, elle ne peut trouver dans son sein les personnalités expérimentées et capables dont elle a besoin pour la diriger et la représenter, aussi bien dans la conclusion de conventions collectives, que lorsqu'il s'agit de veiller à leur exécution. De plus, l'obligation imposée à tous les membres d'appartenir à la même profession a pour conséquence d'empêcher qu'ils s'assurent le concours d'hommes qui sont étrangers à celle-ci, mais qui leur sont unis soit par une communauté d'idées et d'aspirations, soit par la solidarité de classe.

A ces observations, il est répondu :

1° En admettant qu'à concurrence du tiers de leur nombre, les gérants ou administrateurs puissent ne pas appartenir à la profession et exercer au sein de l'association tous les droits des membres actifs.

2° En autorisant l'admission de membres adhérents, exerçant tous les droits de l'associé, sauf en ce qui concerne le vote et l'éligibilité.

Pourquoi la limitation à la quotité du tiers ? Pourquoi la limitation des

droits du membre adhérent ? Parce qu'il est évidemment légitime que, dans la défense de leurs intérêts professionnels, les associés soient unis par une identité de situation, et ne soient point destitués de leur liberté d'action par l'intervention de tiers étrangers, dont les intérêts matériels et moraux peuvent être divergents. La participation de ces tiers à la vie sociale ne se justifie donc — et le projet l'admet dans cette mesure — qu'en tant qu'elle est utile aux associés eux mêmes et à l'association.

10. La seconde objection est tirée du fait que les associations syndicales entendent conserver leur entière autonomie et ne point admettre de contrôle. Soumettre à une surveillance leur composition ou leur comptabilité; exiger le dépôt de la liste de leurs membres, la vérification de leurs livres, la publication de leurs bilans, — c'est, pensent-elles, exposer individuellement les affiliés à la persécution patronale; c'est empêcher l'association de se constituer un trésor de guerre, permettre à ses adversaires de mesurer l'étendue des ressources dont elle dispose, la menacer de spoliation au cas où des décisions judiciaires viendraient à engager pécuniairement sa responsabilité. Cependant, aucune législation ne confère la personnalité civile sans que de telles conditions soient imposées, à raison du contrôle et des mesures de précaution qu'exige toujours le régime légal de la main-morte.

L'auteur de la proposition de loi avait pensé que le dépôt de la liste des membres ne pouvait être évité, puisque l'effet de la convention collective s'étend aux conditions dans lesquelles les membres des associations contractantes passeront leurs contrats individuels; il lui avait donc paru que la possibilité d'établir sans contestation cette qualité, devait être assurée par la loi. Divers membres de la commission ont fait observer que, lors de la conclusion de chaque contrat individuel, il appartiendrait aux contractants eux-mêmes de se donner réciproquement toutes justifications qu'ils estimeront nécessaires. Ils ont ajouté que les associations ouvrières ne seraient pas matériellement en mesure de tenir à jour de telles listes, sujettes à de constantes modifications. Enfin, il a été reconnu que cette exigence suffirait à empêcher que l'application de la loi fût généralisée par la libre adhésion des intéressés. Ces raisons ont paru suffisantes pour que la Commission, unanime, admette la suppression des §§ 2 et 4, alinéa 2, de l'article 3 de la proposition.

Quant au contrôle financier, il fut dès l'origine écarté par le texte proposé. L'article 4 prévoit, en effet, que la capacité des associations professionnelles est restreinte en principe à la capacité de conclure des conventions collectives de travail, et à celle d'ester en justice pour tout ce qui concerne leur interprétation et leur exécution. L'association se trouvant donc incapable de posséder comme telle des biens matériels, demeurerait à ce point de vue dans le *statu quo* — et d'autre part ne pouvait légitimement être soumise à aucune surveillance de son fonctionnement financier, dont elle demeurerait ainsi souverainement maîtresse.

Dès lors, l'admission au bénéfice de la personnalité civile n'était plus subordonnée, ainsi que le prévoit l'article 3 modifié, qu'au dépôt au greffe du conseil de prud'hommes, ou à son défaut de la justice de paix du ressort,

d'un exemplaire des statuts et de la liste — à tenir évidemment à jour -- des gérants ou administrateurs qualifiés pour représenter l'association.

11. Une dérogation cependant s'imposait, prévue par la proposition de loi. Certains pensent que les associations professionnelles, pour remplir parfaitement leur mission, doivent pouvoir affecter des biens saisissables, des cautionnements par exemple, à la garantie de leurs engagements. Le refus aux associations professionnelles de la capacité de posséder, dicté par les considérations que nous venons d'énoncer, a pour conséquence de ne rendre possibles que des sanctions morales, dont nous examinerons la nature et les effets.

Fallait-il empêcher que, par la libre volonté des parties elles-mêmes, une sanction matérielle puisse être appliquée en cas de violation de leurs engagements contractuels ? Aussi bien que nous n'avons pas pensé pouvoir rendre une telle stipulation obligatoire, nous n'avons pas cru qu'il faille n'en pas prévoir l'existence possible. Et dès lors il devenait nécessaire de permettre aux associations professionnelles d'acquérir en outre, si elles en manifestaient la volonté expresse, la capacité de devenir propriétaires des sommes affectées au cautionnement de l'exécution intégrale de leurs engagements (article 4, alinéa 2).

Allaient-elles dès lors devoir se soumettre au contrôle ? Ou permettrait-on qu'elles possèdent sans contrôle ? Les deux solutions étaient également impossibles. Il a donc été admis que dans ce cas l'association devrait se dessaisir en mains d'un tiers, pendant la durée du contrat, de la somme ainsi spécialement affectée, et nous n'avons pas cru pouvoir mieux choisir ce dépositaire forcé qu'en désignant la Banque Nationale de Belgique, ainsi que le prévoyait le texte qui nous est soumis. A l'expiration du contrat, la capacité spéciale de l'association prenant fin, la propriété de ce cautionnement retournera automatiquement à ceux qui lui ont procuré les fonds nécessaires, ou à leurs ayant-droits.

12. Reste à prévoir le cas où l'association professionnelle, impuissante ou mal dirigée, ne veillerait pas suffisamment elle-même, et selon le vœu de ses membres, au respect des droits qu'ils retirent de la convention collective.

L'article 4 répond en stipulant, en son alinéa 3, que les membres « conservent individuellement le droit d'agir par voie d'action distincte ou conjointe » ; de suppléer ainsi à l'inaction du syndicat ou de corriger par eux-mêmes ce que son action pourrait à leurs yeux avoir de défectueux.

De la sorte, les droits acquis à la minorité demeurent entièrement sauvegardés contre l'arbitraire de la majorité.

13. Il appert de ces considérations que le syndicat, patronal ou ouvrier, pourra acquérir la forme juridique de l'*association professionnelle* sans rien abdiquer de son autonomie et sans s'exposer à aucun danger.

Il y trouvera l'avantage essentiel de pouvoir contracter valablement, et assurer au besoin par une contrainte judiciaire la loyale et complète exécution du contrat. Il ne s'exposera à une sanction que s'il vient à faillir lui-même à celui-ci ; encore cette sanction ne saurait-elle l'atteindre dans ses moyens d'existence et de combat.

Bien qu'aucune raison valable n'apparaisse, qui fasse obstacle à ce que les syndicats se prêtent à l'application de la loi, — encore voulons-nous insister sur ce point que celle-ci n'a aucun caractère obligatoire, — et que les associations intéressées garderont donc entièrement leur liberté. Jugeant elles-mêmes de leur intérêt et de leur devoir, elles conservent l'option entre le maintien pur et simple de leur condition actuelle et leur accession au bénéfice d'une législation entièrement conçue en vue de les mettre à même de remplir la mission que leur assigne, dans la société contemporaine, l'évolution des conditions économiques et sociales.

C.

Les effets juridiques de la convention collective.

14. L'effet principal, et généralement décisif, d'une convention collective valable sera de frapper de nullité tous les contrats individuels de travail qui seraient conclus en violation de ses stipulations, dès lors que l'une des parties sera tenue de celles-ci soit pour avoir été personnellement contractante, soit en qualité de membre d'une association professionnelle contractante. Dans ce cas, le salaire dû pour le travail presté sera réglé sur la base prévue par la convention collective.

Supposons, par exemple, qu'une convention collective ait été conclue, dans une industrie déterminée, entre l'association patronale et l'association ouvrière. Voici qu'un employeur engage des employés pour un terme déterminé, mais à des conditions de salaire inférieures : l'un d'eux est membre de l'une des associations qui se sont engagées. La conséquence sera, si c'est l'employé, qu'il ne pourra vis-à-vis de l'employeur se prévaloir, en cas de renvoi, de la durée convenue, et que son renvoi sera permis d'heure à heure ; si c'est l'employeur, qu'il pourra être assigné par l'employé en paiement de la différence entre le salaire effectivement payé et celui que prévoyait la convention collective.

Plus de « jaunes » par conséquent. Impossibilité pour l'employeur qui méconnaît ses engagements de donner aux employés disposés à participer à leur violation une garantie quelconque de stabilité et de sécurité. Impossibilité pour lui, en s'adressant à des non-syndiqués ou aux membres d'un autre syndicat, de se protéger contre le recours ultérieur qu'ils pourront diriger contre lui, si le salaire qu'il leur paie est moindre que celui qu'il devrait à un membre de l'association avec laquelle il a contracté.

L'employeur en cause est-il fondé à se plaindre ? Evidemment non. Participant à la convention collective, il a reconnu, en s'engageant à les accepter, que telles conditions de travail étaient possibles et légitimes. S'il est parvenu à s'y soustraire en engageant un tiers, dans lequel il a trouvé une victime ou un complice, il est juste qu'il ne puisse retirer de cette manœuvre aucun profit et qu'il n'ait pu acheter le concours du tiers par aucun avantage certain.

Que dire du tiers ? Il connaît les conditions obtenues par ses compagnons de travail ; il leur oppose sa concurrence ; il ébranle dans la mesure de ses forces l'œuvre qu'ils ont réalisée. Il est légitime qu'il soit sans action pour exiger ce qu'on a pu lui promettre en échange de sa complaisance. Et s'il a

été trompé, s'il a obéi à une pression quelconque, il est légitime que, pour le travail effectivement presté, il puisse réclamer la rémunération assurée par la convention collective à la généralité des travailleurs de sa catégorie.

Revenons maintenant à l'association ouvrière. Soutiendra-t-elle qu'en ce qui est permis par l'équité, la législation proposée ne consacre aucun progrès, et qu'il lui est indifférent de savoir si les conventions collectives qu'elle est appelée à conclure auront ou non une valeur juridique ? Il suffit de poser la question.

15. Tel est l'effet négatif de la convention collective de travail : il est incontestablement d'importance capitale par ses conséquences. Reste à déterminer ses effets positifs.

A quoi s'engage l'association ? Sera-t-elle — par analogie avec le droit que consacre l'article 1584 du Code Civil — en quelque sorte civilement responsable des actes de chacun de ses membres ? Sera-t-elle réputée en faute dès lors que l'un de ceux-ci aura violé ses engagements ? Il fallait évidemment ici une distinction nette entre les obligations imposées à l'être moral et celles qui incombent aux affiliés dont il se compose. Souvent, l'opposition des groupes à un régime légal adéquat à leur rôle a été fondé sur l'absence de cette distinction.

La proposition de loi le fait — clairement — en son article 6 : « L'association s'oblige à ne rien faire qui soit contraire aux stipulations dont elle est convenue et à s'employer de tout son pouvoir à en assurer la stricte observation par chacun de ses membres ». Cela comporte trois notions différentes. Par ses actes collectifs, l'association ne violera pas ses engagements : c'est l'évidence même. Puis, si des membres de l'association violent ceux-ci, elle ne les soutiendra pas : c'est le bon sens. Enfin, elle exercera contre les membres en faute les sanctions que prévoit le pacte social, pacte dont les deux parties auront eu connaissance au moment où elles auront contracté : la bonne foi l'exige. *Jamais* l'association ne pourra être poursuivie, si ce n'est à raison d'une faute *collective* consistant dans une action ou une abstention d'agir, en envisageant une des trois hypothèses ainsi déterminées.

En dehors de ces cas, les membres gardent leur responsabilité individuelle. Les sanctions qui peuvent leur être infligées sont d'ordre exclusivement personnel, — sans que l'association professionnelle puisse même être mise en cause, et sauf son droit d'être reçue intervenante au débat, si elle juge que l'intérêt professionnel y soit engagé.

16. Supposons la responsabilité collective établie : il reste à instituer une sanction, en tenant compte de ce que l'association ne peut rien posséder qui puisse être affecté par l'exécution de condamnations pécuniaires.

Cette sanction résidera dans la publicité de la décision judiciaire, organisée par le juge lui-même, et dont les frais seront supportés par l'État, au vœu de l'art. 7 de la proposition de loi.

Sanction nouvelle, mais grave et efficace. Il s'agit le plus souvent de conflits généraux, manifestés par la grève ou par le lock-out. De quoi dépend, pour chaque belligérant, le succès ? Le plus souvent, pour ne pas dire toujours, de l'appui qu'il trouvera dans l'opinion publique, aussi bien au sein

de sa propre classe que dans la classe sociale à laquelle appartient son adversaire, et même dans l'ensemble de la nation.

Voici qu'un procès s'engage, se plaide, se juge. Il intervient, avec l'autorité qui s'y attache, — qu'on s'en réfère à cet égard à l'organisation judiciaire que nous proposons — une décision qui constate la mauvaise foi de l'une des parties. Cette décision est publiée dans la presse, elle est affichée sur les murs; la publicité qui lui est donnée est proportionnée à l'importance locale, régionale ou nationale du conflit. Quelle puissance elle donnera à la partie qui a obtenu gain de cause ! Avec quelle efficacité elle atteindra dans ses prétentions injustes la partie adverse ! Bien mieux que par tout autre moyen, il est fait justice, — et ceux qui ont succombé, devant l'attestation solennel de leurs torts, n'ont plus d'autre ressource que de sortir de la violence et de l'arbitraire pour rentrer dans le droit.

Il en sera de même, avec non moins de puissance, dans le cas où la décision judiciaire aura précédé la grève ou le lock-out, lesquels ne seront plus qu'une manœuvre indigne tentée par la partie succombante en vue de se dérober à ses obligations.

A vrai dire, il apparaît dès lors que les sanctions pécuniaires, d'une application si difficile et si restreinte, sont d'un intérêt médiocre.

Et nul ne contredira à cette affirmation que le droit positif ainsi créé aura été armé, dès sa naissance, de façon telle que le respect en soit acquis, dans l'intérêt de l'ordre social aussi bien que dans l'intérêt du progrès démocratique.

§ III.

LA SOUVERAINETÉ ÉCONOMIQUE.

A.

Préliminaires.

17. Il importe de revenir ici à des considérations d'ordre plus élevé.

La généralisation du fait syndical a pour conséquence, avons-nous dit, de donner au syndicalisme des aspirations impérialistes. Définissons-les.

Il ne s'agit plus de constituer une association ordinaire, destinée à procurer à ses membres certains avantages, fussent-ils d'intérêt professionnel, et conservant ainsi un caractère privé. Il s'agit d'une conception haute et vaste, embrassant toute une organisation nouvelle de la nation productrice, et présentant le caractère d'une véritable transformation sociale.

Imaginons, en effet, un peuple au sein duquel tous les producteurs seraient convertis au syndicalisme, dans la signification constructive de ce terme.

D'une part, la Fédération économique s'est constituée. L'industrie, le commerce, le crédit — par branche industrielle ou commerciale et par région — se sont groupés; ils se sont en outre fédérés. Selon la parole de Victor Cambon, l'« esprit de boutique » est mort. « Il ne s'agit plus de concurrence intérieure : tous les efforts sont tendus vers la concurrence extérieure. L'industrie forme bloc. Elle entend porter au maximum de bon marché et de qualité le rendement de sa production. Les usines sont spécialisées. Acquisition de la matière pre-

mière, perfectionnement de l'outillage, étude et mise au point des découvertes, recherche des méthodes avantageuses et modernes, tout cela fait l'objet dans chaque branche d'un effort poursuivi en commun. C'est un fonds commun qui permet les expériences, les recherches de laboratoire; c'est en commun que s'établit la liaison avec le commerce. Le bureau technique et le bureau commercial de l'usine sont au contact direct d'un cerveau supérieur où s'élabore la pensée directrice, où se réalise la coordination de la meilleure production avec le meilleur placement des produits. L'étendue du marché mondial permettant des espoirs sans limites, la direction demande à la main-d'œuvre son rendement maximum en échange du plus haut salaire. Les rapports du capital et du travail, puissances mutuellement reconnues et en collaboration constante, sont faciles et cordiaux. Toutes les capacités trouvent aisément leur emploi. Le bon marché de la vie, le taux élevé des salaires, la sollicitude de l'industriel pour tout ce qui tend à élever le *standard of life* de ses ouvriers, tout contribue à assurer l'ordre, la confiance, la régularité dans la production. Le commerce aussi s'organise. Il a désormais la force de résoudre le grave problème de l'exportation. Il travaille, se documente, envahit, conquiert les débouchés; ses avant-gardes sont partout à l'offensive... Le crédit, enfin, s'organise de même... La Fédération économique s'érige ainsi spontanément dans l'Etat comme un quatrième pouvoir. Elle a son programme. A l'intérieur, à tous les degrés et dans tous les domaines, application des principes d'organisation rationnelle de la production qu'Ernest Solvay a formulés et réunis dans sa théorie du productivisme. Point de rivalités destructrices. Pas d'efforts perdus. Chacun à sa place. Chacun dans son rôle. Chacun pour tous. A l'extérieur, tous pour chacun. L'industrie, le commerce, le crédit, collaborent au même titre que l'usine, le comptoir et la banque. Et leur essaimage conduit à la constitution au dehors de stations économiques, autour desquelles vient se concentrer la force expansive de la patrie laborieuse. Vision grandiose, dont le rêve émouvant fortifie le courage, suscite l'enthousiasme, féconde l'effort tenace des grands peuples » (1).

D'autre part, au sein de la Fédération Économique a pris place la Fédération du Travail. « De même que les conditions économiques exigent la syndicalisation de l'industrie, les conditions de la vie sociale exigent la syndicalisation du travail, de manière telle que, pour une même région, dans une même branche industrielle, puissent se conclure les grands accords généraux entre le capital et le travail organisés. Ces accords porteront sur le salaire et ses modalités; sur la durée du travail; sur les circonstances dans lesquelles il s'effectue, — en un mot, sur les conditions principales de livraison et de prix de la marchandise du travail. Adaptés aux circonstances locales comme aux conditions techniques, débattus entre ces deux puissances égales qui ne peuvent rien l'une sans l'autre, ils définiront le contrat-type, dont les stipulations seront insérées de droit, seront de style dans les contrats individuels de travail. Ainsi, ils réaliseront le maximum de justice et de paix sociale » (2).

(1) ALBERT DEVÈZE. *Aujourd'hui*. Paris, Berger-Levrault, 1919, pp. 175 et suiv.

(2) *Ibid.*, pp. 308 et suiv.

Votre rapporteur a cru ne pouvoir mieux exposer l'idéal envisagé que par ces citations d'un ouvrage dans lequel il a tenté, par une étude plus approfondie, d'en définir les conditions d'existence.

18. C'est vers la réalisation de cet idéal, non point seulement dans une classe de la nation, mais parmi toutes les classes, avec l'adhésion sincère et sans réserves de ceux qui veulent que de la terrible épreuve à laquelle l'humanité vient d'être soumise sorte un ordre de choses meilleur, que tend le mouvement syndical.

Comment dès lors n'essayerait-il pas d'imposer aux minorités la loi des majorités, puisque cette réalisation exige l'adhésion unanime de tous les producteurs? Comment ne considérerait-il pas le non syndiqué comme un adversaire, ou tout au moins comme un retardataire et un incompréhensif? Comment pourrait-il ne pas voir dans la co-existence, en un même domaine, de syndicats rivaux un mal, un danger, un obstacle? Le syndicalisme prétend à la souveraineté économique et sociale : il ne peut la conquérir que par l'unité et l'unanimité.

En affirmant de telles aspirations, il obéit à son instinct, il use de son droit. C'est pourquoi, en ce qui concerne les effets civils des conventions collectives, la législation proposée institue, avec une extrême prudence et sans qu'il soit toléré aucune contrainte, une expérience sociale que consacre le titre IV de la proposition de loi, et qui, dans des conditions déterminées, soumet certains tiers à la loi de la convention.

Mais il sort de son droit, lorsqu'il entend imposer l'adhésion à telle association déterminée qui se prétend la mieux apte, la plus forte, la plus vivante, le plus souvent parce qu'elle est la plus nombreuse — ou empêcher tel individu de ne s'affilier à aucune association — autrement que par la propagande légitime de la parole, de la plume, de l'exemple — autrement que par la persuasion. Ici la liberté individuelle se met en défense contre l'usage que certains font de leur liberté syndicale — contre le dogmatisme, le sectarisme, l'intolérance de certains syndicalistes, qui entendent par la violence physique ou morale courber la minorité réfractaire sous la volonté de la majorité. Cette propagande par la contrainte est indigne d'une société telle que doit être la nôtre : elle peut et doit être réprouvée et réprimée. Pour que cette répression soit justifiée sans conteste, il faut qu'elle s'étende avec une même rigueur à quiconque, par une contrainte semblable, porterait atteinte à l'exercice de la liberté syndicale. Liberté individuelle et liberté syndicale, — droit de s'associer, droit de choisir son association, droit de ne pas se syndiquer — doivent donc être reconnus au même titre et jouir d'une égale protection.

A l'employeur qui entend interdire à l'employé le libre exercice de son droit d'association ; à l'employé qui entend contraindre son compagnon de travail dans l'usage de sa liberté — pour ne citer que ces exemples — le législateur doit donc parler le même langage. Il suffira le plus souvent qu'il l'ait tenu, que la peine soit édictée, que l'acte soit érigé pénalement en délit — pour que sa volonté soit respectée. Cette nation serait perdue, où la généralité des citoyens aurait cessé de vivre dans la soumission volontaire à l'autorité des lois.

Ainsi se justifie le titre V de la proposition, qui remplace et reproduit exactement dans le but qu'il veut atteindre, le projet du gouvernement.

19. Dira-t-on qu'il s'agit d'une législation de classe?

Sans doute, c'est dans la classe ouvrière que l'esprit syndical a atteint son plein développement et que, par conséquent, s'en manifestent avec le plus de fréquence les abus et les déviations possibles. Mais il est certain qu'à mesure que se développera le même esprit au sein de la classe patronale, des faits du même ordre ne tarderont pas à apparaître, surtout en ce qui concerne la contrainte morale. L'orientation des faits économiques oblige donc à les prévoir.

Quant à la sanction pénale instituée pour punir l'atteinte à la liberté syndicale, — outre qu'elle comporte la transformation de cette liberté en un droit formellement reconnu et protégé, nous en montrerons, dans l'examen des articles, l'efficacité.

Au surplus, en vue de permettre la conclusion de conventions collectives alors même qu'il y aurait coexistence de plusieurs syndicats, nous avons voulu donner à ceux-ci la possibilité de s'entendre pour les conclure conjointement, et de former à cet effet une fédération à objet limité et temporaire. Telle est la raison d'être du § 2 de l'article 3, qui admet à la personnalité civile les fédérations d'associations professionnelles. Nous permettons ainsi, par le groupement de plusieurs syndicats, de réaliser l'unité et l'unanimité, sans qu'aucun d'eux soit obligé d'abdiquer sa personnalité propre. Nous pouvons donc espérer avoir fait disparaître un des principaux mobiles qui poussent les syndicats à l'impérialisme, par la nécessité où ils sont, en vue de remplir complètement leur tâche naturelle, de poursuivre la disparition des groupes rivaux ou l'asservissement des individus réfractaires.

B.

Les dispositions d'ordre civil.

20. En principe, les conventions n'ont d'effet qu'entre ceux qui les ont conclues. Les considérations générales que nous avons exposées font cependant qu'en la matière spéciale où nous sommes, il apparaît désirable que la convention collective, dès lors qu'elle présente un ensemble de garanties qui assure l'importance et le sérieux de l'œuvre qu'elle consacre, reçoive une extension telle qu'elle unifie les conditions d'emploi de la main-d'œuvre, dans la branche économique et dans la région qu'elle intéresse.

Dans cette pensée, l'auteur de la proposition suggère d'attacher aux conventions de cette catégorie la force obligatoire que la loi confère aux règlements d'atelier, c'est-à-dire de faire en sorte que ses stipulations soient de plein droit réputées inscrites dans tous les contrats individuels du travail. Il reconnaît cependant qu'il serait prématuré d'user ici de dispositions impératives : le législateur ne peut faire autre chose que d'admettre une présomption d'acquiescement des chefs d'entreprise et des employés étrangers à la convention. Dès lors, une publicité sera organisée, et la présomption d'acquiescement pourra être renversée par la déclaration expresse des intéressés.

Ainsi s'explique le système proposé ci-après, qui exige le dépôt au greffe du conseil de prud'hommes de la convention ; qui prescrit la publication du texte de celle-ci au *Moniteur* ; et qui accorde un délai de trois mois, tant aux chefs d'entreprise qu'à la majorité des employés de chacune d'elles, pour se soustraire, par une simple déclaration, aux effets de la convention. Il ne peut donc s'agir, quant à présent, que d'une expérience dont l'objet est de déterminer exactement les conséquences auxquelles conduirait un régime légal plus strict et plus impérieux.

Il est utile à cet égard de faire observer qu'en Angleterre, les comités Whitley, constitués par région et par branche économique, et formés des représentants des associations patronales et des associations ouvrières, disposent d'un pouvoir réglementaire, sont des institutions d'ordre public, et fixent souverainement les conditions du contrat de travail en vigueur. Faut-il adopter en Belgique un régime semblable ? Serait-il accepté par les employeurs et par les employés ? Donnerait-il les résultats de pacification sociale qu'on en espère ? Autant de questions auxquelles l'expérience instituée permettra de donner réponse, sans qu'il faille uniquement s'inspirer d'un point de vue exclusivement théorique. En matière économique et sociale, le législateur est tenu à une extrême prudence, et doit se garder par conséquent aussi bien de l'improvisation que de n'importe quel doctrinarisme.

21. Il est évident qu'une telle force obligatoire ne peut être donnée qu'à « certaines » conventions collectives. Il suffirait sinon que quelques employeurs s'entendent avec quelques ouvriers pour que la perturbation soit jetée, dans toute l'étendue du champ d'application de la convention, sur le marché du travail. A cet égard, on ne pouvait se borner à exiger que seules des associations professionnelles fussent parties à la convention.

Il a donc fallu demander tout d'abord que ces associations représentent, tant du côté patronal que du côté ouvrier, les trois quarts au moins des intérêts en cause. En ce qui concerne les employeurs, l'importance de chaque entreprise sera évidemment évaluée à ce point de vue d'après le nombre des ouvriers qu'elle emploie, afin d'éviter que la coalition des petites entreprises malgré leur peu d'importance relative, puisse faire arbitrairement la loi à quelques grandes.

Afin d'encourager les associations professionnelles dans la voie de la conciliation et de l'arbitrage, — qui seule peut donner la stabilité et la sécurité dont la production a besoin —, il est exigé en outre que la convention subordonne la suspension du travail à de tels préliminaires. Il est bien entendu que seule l'extension aux tiers des effets de la convention est subordonnée à cette exigence ; les conventions collectives qui ne prévoient pas le recours préalable sortent tous leurs effets entre les parties contractantes et leurs affiliés.

Enfin, il a paru opportun de limiter à deux années le terme pour lequel les obligations conventionnelles pourront être stipulées, et de préciser que l'effet vis-à-vis des tiers ne pourra être demandé que lorsqu'il n'existera pas déjà une convention collective en vigueur s'appliquant, avec effet vis-à-vis des tiers, au même objet.

Votre Commission a estimé que moyennant cet ensemble de garanties, à raison aussi du caractère essentiellement facultatif qui est conservé à l'ensemble du titre IV, le système proposé est de nature à donner satisfaction, en ce qu'elles ont de légitime, aux tendances du syndicalisme telles qu'elles ont été définies ci-avant. La liberté individuelle demeurée en effet sauvegardée, sans qu'il soit fait obstacle à l'évolution des faits économiques.

C

Les dispositions d'ordre pénal.

22. Les dispositions substituées dans la forme au projet du gouvernement, forment le titre V du texte ci-après. Elles commencent (art. 12) par la définition nette et précise des divers droits qui doivent être protégés au même titre. Ils sont au nombre de trois : droit de s'associer, droit de choisir librement l'association à laquelle on entend s'affilier; droit de ne pas s'associer.

23. Les articles 13 à 15 envisagent les diverses hypothèses dans lesquelles le délit peut être commis : l'article 13 atteint — ce n'est plus discuté — la violence physique; les articles 14 et 15 atteignent la violence morale. Celle-ci elle-même est envisagée dans les deux cas possibles : celui où la contrainte morale émane de l'une des deux parties du contrat de travail (il s'agit évidemment ici du contrat *individuel*, qui permet à telle personne déterminée de gagner sa vie par son travail ou à tel employeur déterminé de trouver le concours effectif d'une main-d'œuvre qui lui est indispensable) — et celui où la violence morale émane de tiers, étrangers au contrat de travail dans lequel est intéressé celui qui subit la contrainte, et agissant collectivement ou individuellement.

En quoi la violence morale consistera-t-elle ? Elle consistera en ce que la personne qui subit la violence aura été mise hors d'état, qu'elle soit employeur ou employée, de poursuivre l'exercice paisible de sa profession, pour la raison qu'elle aura été empêchée soit de conclure un contrat individuel de travail, soit d'en continuer l'exécution.

Citons quelques exemples où cette violence sera établie.

Un employeur congédie un employé à raison de son affiliation à tel syndicat déterminé — que celui-ci ait adopté ou non la forme légale de l'association professionnelle : il commet le délit (art. 14). Remarquons que dans l'application de cette disposition, les « Chambres des conflits du Travail » devront s'éclairer par tous moyens de preuves, et notamment par présomptions graves, précises et concordantes, sur le mobile qui a déterminé le renvoi. L'employeur échappera, sinon, en se couvrant de quelque prétexte, à la répression, et s'il en était ainsi, l'intention du législateur serait gravement méconnue.

Un groupe d'employeurs « boycotte » un employeur déterminé, parce qu'il a conclu une convention collective avec un syndicat et qu'il applique dans son entreprise les conventions syndicales. Le délit est établi (art. 15).

Un employé se met en grève pour interdire à l'employeur d'engager un non-syndiqué ou de le conserver dans ses ateliers. L'article 14 doit être appliqué.

Un groupe d'employés, étranger à l'entreprise, provoque un conflit général dans la branche industrielle pour contraindre un employeur à se séparer de son personnel non syndiqué. C'est l'article 15 qui assure la répression.

Tous ces cas d'application pénale sont prévus par les articles 5 et 6 du projet de loi du Gouvernement.

24. Il est cependant indispensable de prévoir deux circonstances dans lesquelles, bien que le fait constitutif de violence morale soit établi, il n'y aura point de délit. Ce sont ces circonstances que définit l'article 16.

La première est identique à celle que vise l'article 4 du projet du Gouvernement. Il faut admettre qu'une association professionnelle — constituée ou non de façon à acquérir la personnalité civile — a le droit de poursuivre son but par le moyen du refus collectif de travail, lorsqu'en réalité elle défend contre une concurrence extérieure les avantages qu'elle a obtenus et les intérêts vitaux de ses affiliés. Il en sera de même lorsqu'elle s'efforcera, par les mêmes moyens, d'obtenir sa reconnaissance par l'employeur et de le déterminer à la conclusion d'une convention collective, à la condition bien entendu que cette convention ne stipule pas un monopole de fourniture de la main-d'œuvre au profit de ses affiliés, à l'exclusion de tous autres. Elle n'a plus dès lors l'intention délictueuse, « l'animus » qu'exige toujours le droit pénal. Elle ne vise pas à exercer une contrainte injuste dans le but d'obliger des personnes indéterminées à accepter la loi syndicale ; elle vise à réaliser son objet essentiel, qui est d'obtenir pour ses membres des conditions de travail meilleures ou le maintien des conditions de travail qui leur ont été accordées, et de leur éviter la concurrence désastreuse de ceux qui acceptent d'autres conditions. Ces conditions doivent-elles être nécessairement inférieures à celles obtenues par l'association ? Nous ne l'avons pas pensé, parce que l'employeur, en accordant aux non affiliés des conditions plus avantageuses, peut en réalité instituer une prime à la non affiliation et porter de la sorte aux droits et aux intérêts de l'association une atteinte particulièrement grave et dangereuse.

Mais une autre exception s'impose. Supposons que l'une des parties au contrat de travail, dont la conclusion ou l'exécution est empêchée par la contrainte, ait assumé des engagements dont ce contrat, constitue la violation. Elle pourra s'être imposé de telles obligations vis-à-vis de l'auteur du délit, soit par la conclusion d'une convention collective, soit en entrant conjointement avec lui dans les liens d'une association professionnelle. Dans ce cas encore, l'intention délictueuse ne disparaît-elle pas ? L'auteur de la violence a en vue de faire respecter les droits qu'il retire de la convention violée, et non point d'attenter à la liberté individuelle ou à la liberté syndicale de la personne soumise à la violence. Dès lors, la répression ne peut lui être appliquée.

Par la vertu de l'article 16 ainsi rédigé, le droit des associations professionnelles de poursuivre sans aucune entrave leur but légitime, se trouve donc intégralement sauvegardé. Seules seront interdites les atteintes à la

liberté, qui ne seront susceptibles d'aucune autre interprétation valable, et qui auront été délibérément dirigées contre des personnes qui n'ont aliéné en rien leur droit de disposer souverainement d'elles-mêmes. Est-il nécessaire d'accorder à celles-ci en pareille hypothèse, la protection des lois? Il ne se concevrait pas, dans un État civilisé, que la réponse à une telle question puisse être un instant discutée.

§ IV.

LES CHAMBRES DES CONFLITS DU TRAVAIL.

25. Nous ne songeons pas à mettre en doute la science et l'impartialité des Cours et Tribunaux dans l'état où ces juridictions sont actuellement organisées. Il faut reconnaître cependant qu'il s'agit ici, tant en matière civile qu'en matière pénale, d'apprécier des faits délicats et complexes, dont la connaissance approfondie est indispensable, et ne peut s'acquérir que par une expérience personnelle qu'il est impossible d'attendre des seuls magistrats de carrière.

Il nous a donc paru opportun de constituer, au sein des cours et tribunaux, une chambre spéciale, dite Chambre des conflits du Travail, appelée à faire application de l'ensemble de la législation que nous avons l'honneur de proposer.

Présidées par un magistrat choisi avec discernement par le premier président de la Cour ou par le président du Tribunal, assistées du ministère public, ces Chambres siégeront au nombre de trois membres, les assesseurs étant désignés, comme il sera dit ci-après, avec la certitude qu'ils apporteront dans l'exercice de leurs importantes fonctions toute la compétence qu'il faut attendre d'une justice sainement organisée.

Ainsi se trouve écartée l'une des objections les plus communément dirigées contre toutes les législations qui ont eu en vue de donner, aux questions économiques et sociales dont nous nous occupons, une solution juridique.

Restent trois points à fixer, à savoir : d'une part les conditions d'éligibilité que devront réunir les assesseurs, d'autre part le corps électoral qui devra les élire, — étant entendu que la nomination des assesseurs par le pouvoir central a été écartée, en vue de donner aux intéressés, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, le maximum de garanties ; enfin, la durée du mandat.

26. En dehors de sa qualité de Belge, l'assesseur de première instance devra justifier avoir exercé avec honneur pendant plus de vingt années une profession industrielle ou commerciale, soit en qualité d'employeur, soit en qualité d'employé. Nous avons entendu, en effet, permettre à ceux qui, à raison de leur âge, ont cessé d'exercer la profession, d'être éligibles ; et d'autre part nous avons entendu conférer au titre d'assesseur un caractère tel qu'il soit la consécration d'une vie exemplaire consacrée utilement au travail : ainsi seront assurées à la fois la sagesse et la probité du juge.

Les mêmes conditions seront exigées de l'assesseur d'appel. Cependant, afin de donner aux corps électoraux un choix plus vaste, nous y avons admis

diverses catégories de personnes présentant des garanties au moins équivalentes : les professeurs des universités ayant enseigné avec honneur les sciences économiques et sociales pendant plus de dix années; les anciens membres du Sénat, de la Chambre des Représentants et du Conseil Supérieur du Travail.

Le nombre des éligibles sera de la sorte suffisant pour que l'on ne doive point redouter qu'à cet égard la libre désignation par les électeurs d'hommes ayant leur confiance puisse être limitée dans une mesure quelconque.

27. En ce qui concerne le corps électoral, il était indispensable de soustraire l'élection à l'ambiance que pourrait créer la situation sociale plus ou moins troublée d'une localité. Nous avons songé aux membres, élus par leurs pairs, des conseils de prud'hommes, tant de première instance que d'appel, que la loi divise actuellement déjà en deux catégories, selon qu'ils appartiennent à la classe des employeurs ou à celle des employés.

Réunis par ressort judiciaire en assemblées générales distinctes, les conseillers prud'hommes de chaque catégorie éliront les assesseurs appelés à faire partie de la Chambre des Conflits du Travail, pour le degré correspondant à la juridiction qu'ils exercent. Il ne semble pas qu'il soit utile de développer les raisons pour lesquelles un tel corps électoral est digne de la confiance que nous entendons lui témoigner.

28. La durée du mandat des assesseurs a été fixée à cinq années, afin d'écarter de l'élection aussi bien que l'influence des circonstances locales, celle des circonstances momentanées, et d'assurer ainsi un choix consciencieux et réfléchi. L'indépendance du juge sera, du même coup, protégée contre la pression qu'on pourrait tenter de lui faire subir à l'occasion d'un conflit déterminé.

Nous avons ainsi la confiance que les décisions judiciaires auront, à tous égards, toute l'autorité qui s'attache au caractère même du juge et à sa haute impartialité.

CONCLUSION.

Nous vivons en des temps troublés, lourds d'incertitude et d'angoisse. Le monde porte le terrible héritage que lui laisse la guerre longue, sanglante, ruineuse. Injustement, la Belgique, petit pays laborieux et probe, en subit tout le poids. Elle a besoin, pour triompher de l'épreuve, pour restaurer sa prospérité perdue, de l'effort persévérant et solidaire que lui doivent tous ses enfants.

Ce qu'il lui faut avant tout, c'est la paix intérieure, la concorde, la régularité d'une activité économique portée au paroxysme. Elle possède les qualités morales que l'œuvre réclame; elle peut créer les ressources matérielles; mais elle périrait, s'il devrait s'ouvrir pour elle une ère de troubles sociaux et de querelles intestines. C'est par sa sagesse, par sa conscience scrupuleuse, par son respect profond de la justice et du droit, par l'abnégation grandiose de tout un peuple consacrant avec ferveur ses énergies au relèvement de la Patrie blessée, qu'elle méritera l'avenir dont elle est digne.

La Paix sociale — comment l'obtenir, sinon par l'adoption courageuse des réformes qu'inspire cette « audace prudente » qui est la condition essentielle d'une œuvre législative féconde ? Audace : ne pas craindre de heurter de front les théories qui méconnaissent les réalités, de consacrer l'étape accomplie de l'évolution humaine, d'imposer aux intérêts particuliers — fussent-ils des intérêts de classe — leur sacrifice sans merci à l'intérêt commun. Prudence : ne pas obéir à l'impulsion des passions et des appétits; discipliner les premières, réfréner les autres; assurer, en même temps que le maximum de justice compatible avec les possibilités de l'heure, le respect de l'ordre public et de la liberté.

Tel est le sentiment élevé, dont — consciente des responsabilités que partagent tous les mandataires de la nation — votre Section centrale s'est inspirée. Elle n'a point la prétention d'avoir fait œuvre parfaite, et qui ne soit pas appelée à subir de retouche au cours de vos débats. Mais elle peut avec sincérité invoquer la parole célèbre : « Ceci est une œuvre de bonne foi ».

Le Rapporteur,

ALBERT DEVÈZE.

Le Président,

EMILE BRUNET.

SOMMAIRE :

- § I. — *Considérations générales.* (Numéros 1 à 5.)
- § II. — *Les Conventions collectives :*
 - A. Notion juridique de la Convention collective (*titre I*, numéros 6 à 7).
 - B. La personnalité civile conférée en associations professionnelles (*titre II*, numéros 8 à 13).
 - C. Les effets juridiques de la Convention collective (*titre III*, numéros 14 à 16).
- § III. — *La Souveraineté Économique :*
 - A. Préliminaires (numéros 17 à 19).
 - B. Dispositions d'ordre civil (*titre IV*, numéros 20 et 21).
 - C. Dispositions d'ordre pénal (*titre V*, numéros 22 à 24).
- § IV. — *Les Chambres des Conflits de Travail* (*titre VI*, numéros 25 à 28).



TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION

TEKST VOORGESTELD DOOR DE
COMMISSIE.

Loi réglant l'existence juridique des conventions collectives de travail et la protection des libertés syndicales et individuelle.

Wet tot regeling van het rechtsbestaan der gemeenschappelijke arbeids-overeenkomsten en tot bescherming van de syndicale en persoonlijke vrijheid.

TITRE I.

TITEL I.

Définition de la convention collective de travail.

Bepaling van de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

La convention collective de travail s'entend de la convention par laquelle plusieurs employés, ou une association professionnelle d'employés règlent, soit vis-à-vis d'un ou de plusieurs employeurs, soit vis-à-vis d'une association professionnelle d'employeurs, les conditions auxquelles seront obligatoirement passés par les contractants ou par les membres des associations contractantes, dans un temps et dans un lieu déterminés, tous contrats individuels de travail.

Onder gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst verstaat men de overeenkomst, waarbij verscheidene werknemers of eene beroepsvereniging van werknemers hetzij tegenover één of meer werkgevers, hetzij tegenover eene beroepsvereniging van werkgevers de voorwaarden regelen, waaronder, binnen een bepaalden tijd en op eene bepaalde plaats, alle individueele arbeidsovereenkomsten moeten gesloten worden door de contractanten of door de leden van de contracterende vereenigingen.

TITRE II.

TITEL II.

Des Associations professionnelles.

Beroepsverenigingen.

ART. 2.

ART. 2.

Les associations professionnelles sont celles qui, composées de personnes exerçant comme employeurs ou employés la même profession à but lucratif ou le même métier, ou des professions ou métiers similaires, ont pour objet l'étude, le dévelop-

De beroepsverenigingen zijn de vereenigingen welke, bestaande uit personen die, als werkgevers of werknemers, hetzelfde winstbe-trachtend beroep of hetzelfde ambacht of gelijksoortige beroepen of ambachten uitoefenen, ten doel heb-

pement, la défense des intérêts professionnels de leurs membres.

Il est fait exception à l'obligation d'appartenir à la profession :

1° En ce qui concerne les gérants ou administrateurs, sans que le nombre de personnes n'exerçant pas la profession puisse être supérieur au tiers du nombre total des gérants ou administrateurs ;

2° En ce qui concerne les membres adhérents, c'est-à-dire les membres ne jouissant au sein de l'association ni du droit de vote ni de l'éligibilité.

ART. 3.

Les associations professionnelles réunissant les conditions prévues à l'article 2 ci-dessus, pourront acquérir la personnalité civile, restreinte ainsi qu'il sera dit ci-après, huit jours après le dépôt au greffe du conseil de prud'hommes ou, à son défaut, de la justice de paix de leur ressort ;

1° D'un exemplaire de leurs statuts ;

2° De la liste de leurs gérants ou administrateurs.

Les fédérations d'associations professionnelles peuvent acquérir la personnalité civile aux mêmes conditions et avec les mêmes effets.

ART. 4.

La capacité des associations professionnelles est restreinte :

1° à la capacité d'être partie aux conventions collectives de travail.

2° A celle d'ester en justice, soit en demandant, soit en défendant, pour

ben de studie, de uitbreiding, de verdediging van de beroepsbelangen hunner leden.

Van de verplichting, tot het beroep te behooren, wordt afgeweken :

1° Wat betreft de zaakvoerders of beheerders, zonder dat het getal personen, die het beroep niet uitoefenen, hooger zijn mag dan een derde van het geheel getal zaakvoerders of beheerders ;

2° Wat betreft de toetredende leden, zijnde die leden welke in de vereeniging noch stemgerechtigd, noch verkiesbaar zijn.

ART. 5.

De beroepsvereenigingen, die aan de bij bovenstaand artikel 2 gestelde vereischten voldoen, kunnen de rechtspersoonlijkheid, met de beperkingen als hierna gezegd, verkrijgen acht dagen nadat ter griffie van den werkrechttersraad of, zoo er geen bestaat, ter griffie van het vrederegerecht van haar gebied zijn neergelegd :

1° Een exemplaar van hare statuten ;

2° De lijst van hare zaakvoerders of beheerders.

De bonden van beroepsvereenigingen kunnen onder dezelfde voorwaarden en met dezelfde gevolgen de rechtspersoonlijkheid verkrijgen.

ART. 4.

De bekwaamheid van de beroepsvereenigingen wordt beperkt :

1° Tot de bekwaamheid om als partij op te treden in de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomsten ;

2° Tot die om in rechten op te treden, hetzij als eischende hetzij

tout ce qui concerne leur interprétation et leur exécution.

Sur la volonté formelle qu'elle exprimera par écrit déposé au greffe, l'association jouira en outre de la capacité d'être propriétaire de sommes constituées en cautionnement des obligations assumées par elle en vertu de conventions collectives de travail, lesdites sommes devant être et demeurer consignées en mains de la Banque Nationale de Belgique, à un compte que l'association se fera ouvrir, avec l'affectation spéciale ci-dessus indiquée.

Les membres des associations professionnelles conserveront individuellement le droit d'agir par voie d'action distincte ou conjointe pour l'interprétation ou l'exécution des conventions collectives de travail en tant qu'ils y sont personnellement intéressés.

TITRE III.

De l'effet des conventions collectives en ce qui concerne les parties contractantes.

ART. 5.

Tout contrat individuel de travail contraire aux stipulations d'une convention collective sera nul et de nul effet lorsque l'une des parties sera, soit comme étant personnellement partie au contrat, soit comme membre d'une association professionnelle contractante, tenue de l'observation dudit contrat.

Le salaire éventuellement dû pour un travail presté en exécution d'un contrat de travail tombant sous

als verwerende partij, voor alles wat de verklaring en de uitvoering daarvan betreft.

De vereeniging is bovendien bekwaam, ingeval zij daartoe haren wil uitdrukkelijk te kennen geeft bij geschrifte neergelegd ter griffie, om eigenaar te zijn van de sommen gestort tot zekerheid van de verplichtingen welke zij op zich neemt krachtens gemeenschappelijke arbeidsovereenkomsten; tevens moeten bedoelde sommen in bewaring worden gegeven en blijven ter Nationale Bank van België, op eene rekening welke de vereeniging zich, met de bijzondere bovengemelde bestemming, doet openen.

De leden der beroepsvereeningen behouden, elk voor zich, het recht om bij afzonderlijke of gezamenlijke vordering op te treden tot verklaring of uitvoering van de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomsten, in zooverre zij daarbij persoonlijk betrokken zijn.

TITEL III.

Kracht van de gemeenschappelijke overeenkomsten ten aanzien van de contracteerende partijen.

ART. 5.

Nietig en van geener waarde is elke individuele arbeidsovereenkomst, strijdende met de bepalingen eener gemeenschappelijke overeenkomst, wanneer eene der partijen verplicht is, hetzij als persoonlijk optredende in de overeenkomst, hetzij als lid eener contracteerende beroepsvereeniging, gezegde overeenkomst na te leven.

Het loon, dat mocht verschuldigd zijn wegens een werk verricht ter uitvoering van eene arbeidsover-

l'application de la disposition qui précède sera réglé d'après le tarif prévu par la convention collective en vigueur.

ART. 6.

La convention collective de travail oblige l'association professionnelle contractante à ne rien faire qui soit contraire aux stipulations dont elle est convenue et à s'employer de tout son pouvoir à en assurer la stricte observation par chacun de ses membres.

Ceux-ci resteront individuellement responsables de l'exécution par eux des obligations qui leur incombent, sans qu'il puisse, à raison de leurs actes, être dirigé de recours contre l'association professionnelle.

ART. 7.

Les cours et tribunaux pourront, en tous litiges où il s'agira de contestations relatives à l'interprétation ou à l'exécution d'une convention collective, ordonner que les jugements et arrêts seront publiés aux frais de l'État, soit par la voie du *Moniteur belge*, soit par affiches, ou par tout autre moyen, dans des conditions qu'ils détermineront d'après les circonstances de la cause.

TITRE IV.

De l'effet de certaines conventions collectives en ce qui concerne les tiers.

ART. 8.

Moyennant que soient réunies les conditions ci-après énumérées, cer-

eenkomst, waarop de vorige bepaling van toepassing is, wordt geregeld volgens het tarief voorzien bij de van kracht zijnde gemeenschappelijke overeenkomst.

ART. 6.

De gemeenschappelijke arbeids-overeenkomst verplicht de contracterende beroepsvereniging zich te onthouden van alles wat strijdig is met de bepalingen, omtrent welke zij overeenkwam, en alles te doen wat in hare macht ligt opdat elk harer leden ze stipt naleve.

Deze leden blijven persoonlijk aansprakelijk voor de uitvoering, door hen, van de verplichtingen die zij hebben, zonder dat, ter oorzaak van hunne handelingen, eenig verhaal besta op de beroepsvereniging.

ART. 7.

De hoven en rechtbanken kunnen, voor alle geschillen waarin er sprake is van betwistingen betreffende de verklaring of de uitvoering van eene gemeenschappelijke overeenkomst, bevelen dat de vonnissen en arresten worden bekendgemaakt, op Staatskosten, hetzij in het *Belgisch Staatsblad*, hetzij bij aanplakbrieven of door eenig ander middel, en wel op de wijze welke zij zullen aanduiden volgens de omstandigheden der zaak.

TITEL IV.

Kracht van sommige gemeenschappelijke overeenkomsten ten aanzien van derde personen.

ART. 8.

Mits aan de hierna gestelde vereischten wordt voldaan, hebben

taines conventions collectives de travail auront force de règlement d'atelier général pour la profession et dans la région auxquelles elles s'appliquent.

ART. 9.

Les conditions requises pour qu'une convention collective de travail puisse bénéficier de l'article 8 ci-dessus sont les suivantes :

1° Que seules des associations professionnelles, jouissant au moins de la personnalité civile restreinte prévue à l'article 4 ci-dessus y soient parties contractantes ;

2° Que ces associations justifient qu'elles représentent d'une part les chefs d'entreprises qui emploient les $\frac{3}{4}$ des ouvriers intéressés, d'autre part, les $\frac{3}{4}$ du nombre de ces derniers ;

3° Que le contrat stipule, avant toute grève ou tout lock-out, le recours obligatoire à la conciliation ou à l'arbitrage devant une juridiction organisée à cet effet par l'accord des parties ;

4° Que la durée du contrat ne dépasse pas deux années ;

5° Qu'un exemplaire signé du contrat ait été déposé, dans les huit jours de sa conclusion, au greffe du conseil de prud'hommes ou, à son défaut, de la justice de paix du ressort ;

6° Que ne soit point en vigueur, dans la profession et la région visées, un autre contrat collectif réunissant les conditions ci-dessus énumérées.

sommige gemeenschappelijke arbeidsovereenkomsten kracht van gebruik voor het beroep en in de streek, waarop zij van toepassing zijn.

ART. 9.

De gestelde vereischten opdat eene gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst aanspraak hebbe op de voordeelen van het vorig artikel 8, zijn de volgende :

1° Alleen beroepsverenigingen, bezittende ten minste de bij bovenstaand artikel 4 voorziene beperkte rechtspersoonlijkheid, mogen daarin als contracteerende partijen optreden ;

2° Die verenigingen moeten het bewijs leveren dat zij vertegenwoordigen, eenerzijds, de hoofden van onderneming, bij wie $\frac{3}{4}$ van de betrokken werklieden arbeiden, anderzijds, $\frac{3}{4}$ van het getal dezer werklieden ;

3° De overeenkomst moet bepalen dat men, vóór elke werkstaking of elk lock-out, verplicht is zich, tot verzoening of scheidsgerecht, te voorzien voor eene rechtsmacht, daartoe door partijen in onderling overleg ingericht ;

4° De duur der overeenkomst mag niet twee jaar overschrijden ;

5° Een onderteekend exemplaar der overeenkomst moet, binnen acht dagen nadat zij is gesloten, worden neergelegd ter griffie van den werkrechttersraad, of, zoo er geen bestaat, ter griffie van het vredegerecht van het gebied ;

6° Voor bedoeld beroep en bedoeld gewest mag geene andere gemeenschappelijke overeenkomst bestaan, aan de hierboven opgesomde vereischten voldoende.

ART. 10.

Les conventions collectives, déposées dans les conditions ci-dessus indiquées, seront publiées sans frais par la voie d'annexes spéciales au *Moniteur belge* dans un délai qui ne pourra excéder quinze jours à partir de la date dudit dépôt.

ART. 11.

Trois mois après cette publication, sauf déclaration contraire émanant soit des employeurs ou chefs d'entreprise soit de la majorité des employés d'une entreprise et notifiée par écrit au greffe, la convention collective aura force de règlement d'atelier dans tous les établissements industriels, fabriques, ateliers où s'exerce, dans la région visée, la profession à laquelle le contrat s'applique.

TITRE V.

X De la liberté d'association professionnelle et de la liberté individuelle.

ART. 12.

Le droit de s'associer pour la défense de ses intérêts professionnels, en usant ou non des formes prescrites pour que l'association acquière la personnalité civile, est reconnu et protégé par la loi.

Il en est de même du droit de choisir librement l'association professionnelle à laquelle chacun entend s'associer, et du droit de ne pas s'associer.

ART. 10.

De gemeenschappelijke overeenkomsten, op bovengemelde wijzen neergelegd, worden zonder kosten, door middel van bijzondere bijlagen, in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt binnen een termijn die, te rekenen van den dag van gezegde neerlegging, vijftien dagen niet mag overschrijden.

ART. 11.

Drie maanden na deze bekendmaking, behoudens strijdige verklaring hetzij vanwege de werkgevers of hoofden van onderneming, hetzij vanwege de meerderheid der werknemers in eene onderneming, ter griffie schriftelijk beteekend, geldt de gemeenschappelijke overeenkomst als werkplaatsreglement in al de nijverheidsinrichtingen, fabrieken, werkplaatsen, waar, in bedoeld gewest, wordt uitgeoefend het beroep, waarop de overeenkomst van toepassing is.

TITEL V.

Vrijheid van beroepsvereniging en persoonlijke vrijheid.

ART. 12.

Het recht om zich te vereenigen tot het voorstaan van zijne beroepsbelangen, met of zonder inachtneming van de vormvereischen opdat de vereeniging de rechtspersoonlijkheid verkrijge, wordt door de wet erkend en beschermd.

Dit geldt eveneens voor het recht om de beroepsvereniging, waarbij elk zich aansluiten wil, vrijelijk te kiezen, alsmede voor het recht om zich niet te vereenigen.

ART. 13.

Sera punie d'un emprisonnement de huit jours à un mois ou d'une amende de 26 à 200 francs, l'atteinte portée, tant par les employeurs que par les employés, aux droits définis à l'article 1 ci-dessus, lorsqu'il aura été fait usage à l'égard de personnes déterminées de voies de fait, violences ou menaces.

ART. 14.

Sera punie des mêmes peines l'atteinte portée aux mêmes droits, tant par les employeurs que par les employés, lorsque la conclusion ou l'exécution d'un contrat individuel de travail auront été subordonnées à la condition de l'affiliation ou de la non affiliation soit à une association professionnelle quelconque, soit à une association déterminée.

ART. 15.

Seront punis des mêmes peines les tiers qui, sous la même condition, s'opposeront, à l'égard de personnes déterminées, à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat individuel de travail.

ART. 16.

Dans les cas des articles 14 et 15 ci-dessus, il n'y aura pas de délit, sauf les dispositions du droit commun : 1^o lorsque des employés associés entre eux suspendront collectivement le travail dans une entreprise déterminée, à raison du fait qu'un ou plusieurs employés de ladite entreprise acceptent d'y tra-

ART. 13.

Elke aanslag, zoo door de werkgevers als door de werknemers, op de bij bovenstaand artikel 1 bepaalde rechten, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot eene maand of met eene boete van 26 tot 200 frank, wanneer tegen bepaalde personen feitelikheden of gewelddaden werden gepleegd of bedreigingen uitgebracht.

ART. 14.

Elke aanslag op dezelfde rechten, zoo door de werkgevers als door de werknemer, wordt met dezelfde straffen gestraft, wanneer het sluiten of het uitvoeren van eene persoonlijke arbeidsovereenkomst afhankelijk werden gesteld van de aansluiting of de niet-aansluiting hetzij bij om't even welke beroepsvereeniging, hetzij bij eene bepaalde vereeniging.

ART. 15.

Met dezelfde straffen worden gestraft de derden die zich op dezelfde wijze, ten aanzien van bepaalde personen, verzetten tegen het sluiten of het uitvoeren van eene persoonlijke arbeidsovereenkomst.

ART. 16.

In de gevallen voorzien bij bovenstaande artikelen 14 en 15 is er, behoudens de bepalingen van het gemeene recht, geen wanbedrijf : 1^o wanneer onderling vereenigde werknemers gezamenlijk het werk staken in eene bepaalde onderneming, omdat er een of meer werknemers in deze onderneming

vailler à des conditions autres que celles obtenues par eux-mêmes; 2° lorsque les stipulations du contrat ne seront point conformes aux stipulations d'une convention collective de travail ou d'un contrat d'association professionnelle en vigueur entre l'auteur de l'acte constitutif du délit et l'une des parties en cause.

TITRE VI.

De la juridiction.

ART. 17.

Toutes les actions civiles ou pénales fondées sur la présente loi seront portées devant la « Chambre des Conflits du Travail » qui sera constituée, ainsi qu'il sera dit ci-après, au sein de chacun des tribunaux de première instance et de chacune des cours d'appel.

ART. 18.

Les « Chambres des Conflits du Travail » seront présidées par un magistrat désigné à cet effet par le président du tribunal ou par le premier président de la cour. Le ministère public y sera représenté, en matière civile et pénale, par un magistrat désigné par le Procureur du Roi ou par le Procureur général.

ART. 19.

Dans les tribunaux de première instance, les Chambres seront complétées par deux assesseurs, nommés au scrutin secret, l'un par l'as-

zich verbinden er te arbeiden mits andere voorwaarden dan die, welke zij zelf hebben bekomen; 2° wanneer de bepalingen der overeenkomst niet dezelfde zijn als die eener gemeenschappelijke arbeids-overeenkomst of eener overeenkomst van beroepsvereniging, van kracht zijnde tusschen den dader der handeling, welke het wanbehoef uitmaakt, en eene van de betrokken partijen.

TITEL VI.

Rechtsmacht.

ART. 17.

Al de burger- of strafrechtelijke vorderingen, gegrond op deze wet, worden aangebracht voor de « Kamer der Arbeidsgeschillen », welke, volgens onderstaande bepalingen, zal worden opgericht in elke rechtbank van eersten aanleg en in elk hof van beroep.

ART. 16.

De « Kamers der Arbeidsgeschillen » worden voorgezeten door een magistraat, daartoe aangewezen door den voorzitter der rechtbank of door den eersten voorzitter van het hof. Het openbaar ministerie wordt er, in burgerrechtelijke zaken en in strafzaken, vertegenwoordigd door een magistraat, aangewezen door den Procureur des Konings of door den Procureur-Generaal.

ART. 19.

In de rechtbanken van eersten aanleg worden de Kamers aangevuld met twee bijzitters, bij geheime stemming benoemd, de

semblée générale des conseillers prud'hommes patrons du ressort, l'autre par l'assemblée générale des conseillers prud'hommes employés et ouvriers du ressort. Ces assemblées générales sont convoquées et présidées par le Procureur du Roi.

Les assesseurs, pour être éligibles, devront :

1^o être Belges;

2^o avoir exercé avec honneur, pendant plus de vingt années, une profession industrielle ou commerciale, soit en qualité d'employeur soit en qualité d'employé.

Il sera désigné en outre, dans chaque catégorie, deux assesseurs suppléants.

La durée du mandat des assesseurs sera de cinq années.

Leur rémunération sera fixée par arrêté royal.

ART. 20.

Dans chacune des cours d'appel, les Chambres sont complétées par deux assesseurs nommés au scrutin secret, l'un par l'assemblée générale des membres patrons du conseil de prud'hommes d'appel du ressort, l'autre par l'assemblée générale des membres ouvriers. Ces assemblées générales seront convoquées et présidées par le procureur général.

Seront éligibles :

1^o les personnes éligibles en vertu de l'article 19 ci-dessus ;

2^o les professeurs des universités ayant enseigné avec honneur les sciences économiques et sociales pendant plus de dix années ;

eene door de algemeene vergadering der werkrechters-werkgevers van het gebied, de andere door de algemeene vergadering der werkrechters-werknemers van het gebied. Die algemeene vergaderingen werden door den Procureur des Konings belegd en voorgezeten.

Om verkiesbaar te zijn, moeten de bijzitters :

1^o Belg zijn ;

2^o Gedurende meer dan twintig jaar een nijverheids- of handelsberoep op eervolle wijze uitgeoefend hebben hetzij als werkgever, hetzij als werknemer.

Bovendien worden, in elke groep, twee plaatsvervangende bijzitters aangewezen.

De duur van het mandaat der bijzitters is vijf jaar.

Hunne vergelding wordt bij koninklijk besluit bepaald.

ART. 20.

In elk hof van beroep worden de Kamers aangevuld met twee bijzitters, bij geheime stemming benoemd, de eene door de algemeene vergadering der leden-werkgevers van den werkrechtersraad van beroep van het gebied, de andere door de algemeene vergadering der leden-werklieden. Die algemeene vergaderingen worden door den Procureur-Generaal belegd en voorgezeten.

Zijn verkiesbaar :

1^o De personen, die krachtens bovenstaand artikel 19 verkiesbaar zijn ;

2^o De professoren der hoogeschoolen, die gedurende meer dan tien jaar de economische en sociale wetenschappen op eervolle wijze hebben onderwezen ;

3° les anciens membres du Sénat, de la Chambre des Représentants et du Conseil supérieur du Travail.

Il sera désigné en outre, dans chaque catégorie et pour chaque cour, deux assesseurs suppléants.

La durée du mandat des assesseurs et leur rémunération seront fixées comme il est dit à l'article 19 ci-dessus.

TITRE VII.

Dispositions diverses.

ART. 21.

Pour l'exécution de la présente loi, il est ouvert un crédit non limitatif d'un million qui sera inscrit au budget du Département de la Justice.

3° De gewezen leden van den Senaat, van de Kamer der Volksvertegenwoordigers en van den Hoogen Arbeidsraad.

Bovendien worden, in elke groep en voor elk hof, twee plaatsvervangende bijzitters aangewezen.

De duur van het mandaat der bijzitters en hunne vergelding worden bepaald zooals in bovenstaand artikel 19 is voorgeschreven.

TITEL VII.

Onderscheidene bepalingen.

ART. 21.

Voor de uitvoering dezer wet wordt een niet beperkt crediet van een millioen toegestaan; dit crediet wordt op de begrooting van het Departement van Justitie uitgetrokken.



(Nr 277.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 MEI 1920.

Ontwerp van wet

tot waarborging der syndicale vrijheid ⁽¹⁾.

Wetsvoorstel

betreffende de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomsten ⁽²⁾

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽³⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DEVÈZE.

MIJNE HEREN,

Uwe Middenafdeeling, belast met het onderzoek van het wetsontwerp tot waarborging der syndicale vrijheid, werd ingevolge eene beslissing van de Kamer aangesteld tot Bijzondere Commissie. Zij heeft opdracht gekregen, haar onderzoek uit te breiden tot het wetsvoorstel betreffende de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomsten.

In den loop van hare beraadslagingen, welke bijgevolg het geheele syndicale vraagstuk omvatten, werd zij er toe gebracht, de beide haar voorgelegde teksten samen te smelten.

De tekst, door de Regeering voorgesteld, werd inderdaad vervangen door twee gansch nieuwe titels; deze werden ingevoegd in het voorstel ingediend door Kamerleden en de tekst daarvan werd in overeenstemming gebracht met den algemeenen samenhang van dit laatste. De overwegingen, waarop het eerste ontwerp steunde, worden niettemin op gelijkwaardige wijze uitgedrukt in den vorm welke daaraan gegeven werd.

De hierna volgende tekst werd door onze Middenafdeeling goedgekeurd met 4 stemmen en 3 onthoudingen.

(1) Wetsontwerp, nr 66.

(2) Wetsvoorstel, nr 108.

(3) De Commissie, voorgezeten door den heer Brunet, bestond uit de heeren Dejardin, Devèze, Houget, Levie, Lombard en Winandy.

§ I.

ALGEMEENE BESCHOUWINGEN.

1. Onder de economische en sociale verschijnselen, welke onzen tijd kenmerken, is de syndicalisatie voorzeker het belangrijkste.

Deze overgang van het solidariteitsgevoel tot het gebied der tastbare werkelijkheid komt allerwegen aan den dag. « Het is een teeken des tijds », zegt Leroy, « dat alle belangen, dat alle bevoegdheden een neiging vertoonen tot groepeeren, tot gezamenlijk optreden » (1).

Voegen wij daarbij dat niets aan deze neiging weerstaat. Elken dag bewijzen de feiten met steeds klimmende kracht hoe ijdel de schoolsche redetwisten zijn, waaraan sommige geesten thans zouden geneigd zijn zich over te leveren.

2. Op het gebied der voortbrenging — dat het ontwerp onzer studie uitmaakt — is het syndicaal verschijnsel overheerschend. Het is overbodig, de evolutie, welke thans tot zulke schitterende bevestiging van het beginsel is gekomen, historisch na te gaan, vanaf de veel besproken wet-Chapelier tot aan de voorstellen die thans aan de Kamer zijn voorgelegd.

De loonarbeiders zijn zich bewust van de macht, welke de vereeniging hun schenkt om hunne belangen voor te staan en om hunne beroepseischen te doen aannemen. Daar zij als enkeling tegenover den patroon verkeerden in een ondergeschikten toestand die hen belet de voorwaarden van hunne verbintenissen vrijelijk en ernstig te bespreken, hebben zij door ondervinding geleerd dat zij, door gezamenlijk op te treden, de rollen kunnen omkeeren.

Eene zelfde ondervinding heeft de patroons doen inzien dat zij, om de gelijkheid te herstellen, de patroonsvereeniging tegenover de arbeidersvereeniging moesten stellen.

Zóó gebeurde het dan herhaaldelijk dat deze twee georganiseerde krachten met elkaar in botsing kwamen, dat er als een echte staat van oorlog tusschen haar ontstond, die tot uiting kwam in eene min of meer algemeene werkstaking of in een min of meer collectief lock-out, welke voor een bepaalden tak der voortbrenging of voor eene bepaalde nijverheidsstreek den stilstand van alle bedrijf medebrachten. Uit deze lange onderbrekingen, uit de onzekerheid die er op volgde, vloeide voor alle voortbrengers, zonder onderscheid van stand, eene bedreiging van ondergang voort en de geheele Natie voelde zich getroffen tot in de bron van haar bestaan.

Van dan af was men van beide zijden geneigd overeen te komen. Men wilde elkander wel kennen, men wilde onderhandelen, en vaak kwam men tot eene verstandhouding. Overeenkomsten werden gesloten, welke niet ten doel hadden het werk van dezen of genen loonarbeider te verschaffen aan dezen of genen werkgever en welke dus volstrekt verschillen van de over-

(1) LEROY, *Pour Gouverner*, Bernard Grasset, bl. 186.

eenkomst van dienstverhuring of van de arbeidsovereenkomst, zooals die beide juridisch bestonden. Deze eenigszins reglementaire overeenkomsten hadden uitsluitend ten doel te bepalen, in een zekeren tijd, in een zekere plaats voor een bepaald nijverheidsgebied, welke algemeene voorwaarden, onder de leden der contracteerende vereenigingen, de verstrekking van den arbeid verplichtenderwijs zouden regelen. Dikwijls stemden partijen er in toe, zich te verbinden voor een vasten duur, tijdens welken zij geene nieuwe eischen zouden stellen. Vaak ook verbonden zij zich, hante betwistingen te onderwerpen ofwel aan eene voorafgaande poging tot verzoening, ofwel aan de beslissende uitspraak van scheidsgerechten, waarin zij verklaarden vertrouwen te stellen.

Een nieuwe stand van zaken werd daardoor geboren. De sociale onzekerheid vond haar dieperen grond in het feit, dat, zoo de belangen van al de voortbrengers samengaan tot op het oogenblik dat de winst wordt gemaakt door verkoop van de producten, deze belangen uiteenloopen zoodra het dient te worden bepaald in welke verhouding deze winst zal verdeeld worden onder de drie factoren die ze door innige en noodzakelijke samenwerking hebben tot stand gebracht, namelijk het kapitaal, het bestuur en de arbeid. De syndicale oplossing bleek aldus beslissend te zijn; zij maakte beide krachten gelijk en leidde bijgevolg tot de verdeelende rechtvaardigheid; zóó zou de oude klassieke zinspreuk « *sum cuique tribuere* » eindelijk hare toepassing vinden, en de sociale vrede zou gegrondvest zijn op de eerbiediging van het recht.

5. Laten wij ons niet inbeelden dat de wetten, hoe wijselijk ze ook zijn opgevat, den vooruitgang kunnen verwekken. Zij stellen hem vast. Zij bevestigen hem. Nadat zij den afgelegden weg hebben afgebakend, bereiden zij de nieuwe baan voor. Zij dienen er slechts toe, eene richting aan te duiden, de wegen te openen, de misbruiken te voorkomen, het reactiegevaar te bezweren: het volstaat echter dat zulke zending hem is opgedragen, opdat de wetgever zich van zijne plichten en van zijne verantwoordelijkheid volkomen bewust zij.

Is deze staat van zaken wezenlijk zóó? Is hij nieuw? Is hij een vooruitgang? Het volstaat dat het antwoord bevestigend zij om te besluiten dat het noodzakelijk is, aan de verworven feiten een daarmee overeenstemmend stellig recht aan te passen; de vijandige overblijfselen uit vroegeren tijd weg te ruimen en de leemten van een thans verouderde wetgeving aan te vullen; kortom, — men veroorlove ons een juiste vergelijking — om het wetgevend kleedsel te maken naar de maat van het natuurlijk wezen en van het rechtswezen, dat hetzelfde moet dragen.

Iedereen begrijpt, min of meer onmiddellijk, dat het alzoo toegaat met het werk, dat bij het Parlement thans aanhangig is. Artikel 310 van het Strafwetboek is blijkbaar in tegenspraak met de huidige opvatting van het syndicalisme, zooals wij ze even samengevat hebben: het moet dus verdwijnen — en terwijl wij onze werkzaamheden voortzetten, besloot eene andere Middenafdeeling dat het eerlang en stellig moest ingetrokken

worden; weg te nemen, dat was de taak, welke zij heeft volbracht. Onze taak bestaat daarentegen hierin, dat wij de leemten moeten aanvullen : en wij hebben ons niet laten verbergen hoe moeilijk het vervullen van zoodanige taak is, noch ontveinsd dat wij gevaar liepen van niet begrepen of heftig aangevallen te worden wegens de uitkomsten van onze werkzaamheden. Wij vertrouwen nochtans dat de Kamer en het Land bij hun oordeel alle vooringenomen vijandelijkheid zullen ter zijde stellen, zich boven alle persoonlijke belangzucht zullen weten te verheffen en zich — zooals wij meenen het te hebben gedaan — alleen zullen laten geleiden door een hooger ideaal van rechtvaardigheid en van gezonde democratie.

4. Laten wij het doel bepalen van het werk, dat wij wilden tot stand brengen.

De gemeenschappelijke overeenkomst is thans van geener waarde; de contractanten hebben geen bestaan; hun ontbreekt de rechtspersoonlijkheid; volgens de wet zijn zij dus onbekwaam om rechten te verwerven en ze voor de rechtbanken te doen gelden, — verplichtingen op zich te nemen en, in geval van niet-nakoming, de strafgevolgen te ondergaan. Het is er dus vooreerst om te doen, er voor te zorgen dat de gemeenschappelijke overeenkomst eene geldige rechtshandeling worde; aan de contractanten een wettelijk bestaan te geven; te bepalen welke de gevolgen van hunne overeenkomst moeten zijn en hoe deze gevolgen zullen bevestigd worden door de bescherming van de rechterlijke macht. Op die wijze worden de titels I, II en III van den door ons voorgestelden tekst gewettigd.

Anderzijds, strekken de vakbonden van patroons en van werklieden blijkbaar om een soort van opperheerschappij te verwerven in de aan hun invloed onderworpen nijverheidstak en nijverheidsstreek. De werkgevers willen niet aannemen dat sommige niet gesyndiqueerde hoofden van ondernemingen zich, op grond van bijzondere omstandigheden, de arbeidskrachten tegen meer voordeelige voorwaarden kunnen verschaffen en alzoo in de concurrentie een zeker « handicap » verwerven. De loonarbeiders betwisten aan de niet-gesyndiqueerden, of aan de leden van minder sterke of minder werkzame syndicaten, het recht om hunne diensten te verleen tegen mindere voorwaarden en zich alzoo de voorkeur op de arbeidsmarkt te verzekeren. De aldus gestelde vraag moet in een dubbel opzicht, een burgerrechtelijk en een strafrechtelijk, worden beschouwd. Is het, in burgerrechtelijk opzicht, niet nuttig, een voorzichtige en beperkte proef te nemen door toe te laten dat zekere gemeenschappelijke overeenkomsten zouden gelden ten bate of ten laste van degenen die, dezelfde belangen hebbende, daarin nochtans niet als partijen zijn opgetreden? Deze proefneming wordt geregeld door titel IV van ons voorstel. In strafrechtelijk opzicht, wanneer uit de door ons bepaalde imperialistische strekking een geschil ontstaat tusschen de syndicale vrijheid, zooals zij wil worden uitgeoefend, en de persoonlijke vrijheid, past het dan niet elke propagande te beletten, welke niet uitsluitend zou gegrond zijn op de overreding en het voorbeeld, en den lichamelijken of zedelijken dwang, die zou uitgeoefend worden, te beteugelen? Zullen, bovendien, de

voorstanders van de volle persoonlijke vrijheid niet geneigd zijn, wanneer zij de macht daartoe zullen bezitten, het recht te verkrachten, dat voortaan aan elken burger wordt erkend, om de vereeniging vrijelijk aan te wenden tot verdediging van zijne beroepsbelangen? Op die wijze wordt titel V verklaard.

Eindelijk is deze geheele wetgeving, burgerrechtelijke zoowel als strafrechtelijke, van een bijzonderen aard. Zij, die haar zullen moeten toepassen, moeten niet alleen de kennis van het recht en het beroepsgeweten, maar nog een grondige kennis van de economische en sociale feiten bezitten. Ook richt titel VI « Kamers der Arbeidsgeschillen » op, in hoven en rechtbanken; deze Kamers zijn bevoegd voor al de gevallen van toepassing der nieuwe wetgeving.

5. Dientengevolge moet de wettelijke regeling, welke wij voorstellen tot stand te brengen, nog in elk harer deelen gerechtvaardigd worden door de nadere studie van de onderscheidene vraagstukken waarop wij hierboven wijzen.

§ II.

GEMEENSCHAPPELIJKE OVEREENKOMSTEN.

A.

Rechtsbegrip van de gemeenschappelijke overeenkomst.

6. Titel I van het ontwerp bepaalt er zich bij, de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst te omschrijven, en betreffende deze omschrijving dienen slechts twee bemerkingen te worden gemaakt.

De eerste betreft de terminologie. Wij hebben gemeend dat het verkieslijk was, in al de gevallen waarin het onderscheid moet worden gemaakt tusschen de werkgevers en degenen, die bij hen arbeiden, deze laatsten door den soortnaam van *werknemers* aan te duiden. Het is wel verstaan dat wij daaronder om gelijke redenen begrijpen de handenarbeiders en de geestesarbeiders en dat de beperkte beteekenis van hetzelfde woord, in de gewone taal gebruikt om alleenlijk deze laatsten aan te duiden, dient ter zijde gesteld te worden. Op die wijze zullen wij de opsommingen vermijden, welke noodzakelijk zouden zijn ten gevolge van een onderscheid dat, in het onderhavige geval, door niets gerechtvaardigd wordt.

Anderzijds, noemen wij *vakvereenigingen* de groepeerings, welke met het beoogde doel opgericht zijn. Daardoor duiden wij de syndicaten aan, die van de hun gegeven vrijheid gebruik hebben gemaakt om zich te gedragen aan de voorschriften van het ontwerp tot het verkrijgen van de rechtspersoonlijkheid op de daardoor voorziene wijzen. Alzoo onderscheiden wij die vereenigingen van de beroepsvereenigingen, opgericht overeenkomstig de wet welke thans deze zaak beheerscht. Het zij wel verstaan dat de beroepsvereenigingen op dezelfde wijze als de syndicaten de hoedanigheid van vak-

vereeniging kunnen verkrijgen, bijaldien zij oordeelen dat het hun nuttig mocht zijn, het voordeel van de door ons voorgestelde bepalingen te genieten.

7. De tweede bemerking betreft het onderscheid dat dient te worden gemaakt tusschen de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst en het contract van gemeenschappelijken arbeid. Dit laatste verschilt van de persoonlijke arbeidsovereenkomst slechts hierdoor, dat, tegen over den huurder, tegelijkertijd verscheidene « dienstverhuurders » optreden, die onderling vereenigd zijn. Men kan inderdaad begrijpen dat een werkgever er in toestemt te onderhandelen met zoodanige groepeerings, welke eenigszins « zou ondernemen » het noodige werk te leveren door den arbeid van hare leden, onder bepaalde voorwaarden verstrekt. Een wetsvoorstel, uitgaande van den heer Paul Janson, heeft vroeger het vraagpunt van die zijde behandeld. Laten wij, om elk misverstand te vermijden, herhaalen dat het er hier sprake is van overeenkomsten, waarbij worden bepaald « de voorwaarden, waaronder, binnen een bepaalden tijd en op een bepaalde plaats, al de persoonlijke arbeidsovereenkomsten moeten gesloten worden door de contractanten of door de leden van de contracteerende vakvereenigingen ».

B.

Rechtspersoonlijkheid van de Vakvereenigingen.

8. Het is voorzeker niet de eerste maal dat men beproeft de syndicaten er toe over te halen, hun karakter van vereeniging, welke de wet niet verbiedt, doch welke zij niet erkent, af te leggen, om het karakter te verkrijgen van vereeniging opgericht overeenkomstig den wil van den wetgever, en waaraan hij bijgevolg de rechtspersoonlijkheid kan verleenen. Deze bezorgdheid leidde tot het invoeren van de wet op de Beroepsvereenigingen, en men moet erkennen dat deze wet haar doel niet heeft bereikt bij gebrek aan eene nagenoeg algemeene instemming van de belanghebbenden. Het is van belang, de redenen van dit mislukken in aanmerking te nemen, en wel om de bepalingen te rechtvaardigen, welke wij thans voorstellen met de innige overtuiging dat zij haar doel zullen bereiken.

Stellen wij vooreerst terzijde het ingeboren, blinde, onberedeneerde wantrouwen tegenover alles wat op dit gebied wordt voorgesteld, welk wantrouwen, volgens sommigen, de arbeidersklasse zou koesteren. Men zou deze klasse beleedigen, wanneer men, na de bewonderenswaardige krachtsinspanning welke zij deed tot hare intellectueele ontvoogding en tot de verbetering van haren stoffelijken toestand, meenen mocht dat zij thans niet de voldoende geestesrijpheid bezit om de voordeelen van het wetsontwerp en de bezwaren, waaraan het haar zou kunnen blootstellen, gewetensvol, onafhankelijk, met klaar en verheven inzicht te onderzoeken. En liet zou nog eene zwaardere beleediging zijn — wie zou die beleediging tegen haar durven uitbrengen? — te denken dat dit onderzoek kan beïnvloed worden door de gedachte, dat zij niet door hare eigene verbintenissen gebonden is, dat zij wil beletten dat deze kunnen gewaarborgd worden door eene wettelijke

bekräftiging, dat zij het voortdurend te kort komen aan het door haar gegeven woord mogelijk wil maken, — zelfs dan wanneer het gevolg daarvan zijn zou dat de wederpartij zou geplaagd worden in een zelfden toestand, eveneens in strijd met de billijkheid en de eer. Wij zeggen de eer, want de collectieve eer bestaat zoowel als de individueele eer. Door die eer werd, in de laatste gebeurtenissen aan het Belgische volk zijne edele houding ingegeven. Die eer moet het sociale leven der menschengroeperingen beheerschen, en de « syndicale zedelijkheid » moet even hoog staan als de zedelijkheid, welke door de beschaafde gemeenschap wordt geëischt van elken burger. Niet een oogenblik betwijfelen wij dat dit wel het gemeen gevoelen is van al de Belgen.

Wat blijft er dus te doen? Dat verklaren wij hierna; tevens rechtvaardigen wij de hoofdzakelijke grondslagen van het nieuwe stelsel.

9. Het tot stand brengen van eene overeenkomst, waarbij de algemeene arbeidsvoorwaarden worden bepaald, is een ingewikkeld en kiesch vraagstuk geworden. Hoe groot ook de vooruitgang zij, toch bezit de werkman, zegt men, niet de persoonlijke onafhankelijkheid, de betere opleiding, de grondige voorbereiding, de wetenschappelijke vorming, welke vereischt zijn om over zoodanig vraagstuk, op gelijken voet, te onderhandelen met den werkgever. Wanneer men dan als een eisch wil stellen dat de arbeiders-vereeniging uitsluitend werklieden in haar schoot opneme, kan zij daarin onmogelijk de ondervindingrijke en bevoegde mannen vinden, die zij noodig heeft om haar te leiden en te vertegenwoordigen, zoowel tot het sluiten van gemeenschappelijke overeenkomsten als wanneer dient te worden gezorgd voor de naleving daarvan. De aan alle leden opgelegde verplichting, te behooren tot hetzelfde beroep, heeft bovendien ten gevolge dat zij zich niet de medehulp kunnen aanschaffen van mannen die tot dit beroep niet behooren, doch met hen vereenigd zijn hetzij door eene gemeenschap van gedachten en strevingen, hetzij uit klassesolidariteit.

Op deze opmerkingen wordt geantwoord :

1^o Door aan te nemen dat, tot een derde van hun getal, de zaakvoerders of beheerders kunnen aangewezen worden buiten het beroep en in den schoot der vereeniging alle rechten, aan de werkende leden toegekend, kunnen uitoefenen ;

2^o Door de aanneming toe te laten van toetredende leden, die alle rechten van het werkend lid bezitten, behalve stemrecht en verkiesbaarheid.

Waarom de beperking tot een derde? Waarom de beperking van de rechten der toetredende leden? Omdat het onbetwistbaar billijk is dat de leden, bij het voorstaan van hunne beroepsbelangen, vereenigd wezen door gelijkheid van stand en niet van hunne vrijheid van handelen worden beroofd door de tusschenkomst van buitenstaande derden, wier stoffelijke en zedelijke belangen in eene andere richting loopen. De deelneming van deze derden aan het sociale leven is dus enkel gebillijkt — en in die mate neemt het ontwerp ze aan — voor zooverre zij voordeelig is aan de leden zelf en aan de vereeniging.

10. De tweede opmerking steunt op het feit, dat de syndicaten hunne volle zelfstandigheid willen behouden en geen contrôle toelaten. Het houden van toezicht op hunne samenstelling of op hunne boekhouding, de verplichting de lijst hunner leden in te dienen, hunne boeken te laten nazien, hunne balansen bekend te maken, — dat stelt, meenen zij, elken aangeslotene bloot aan de vervolging van den patroon; dat belet de vereeniging een oorlogsschat te vergaren, dat laat aan hare bestrijders toe de belangrijkheid van hare beschikbare middelen te kennen, dat bedreigt haar met berooving wanneer zij door rechterlijke beslissingen geldelijk aansprakelijk zou gesteld worden. Nochtans verleent geene enkele wetgeving de rechtspersoonlijkheid zonder zoodanige voorwaarden op te leggen, wegens de contrôle en de voorzorgsmaatregelen, welke het wettelijk stelsel van de doode hand altijd eischt.

De steller van het wetsvoorstel had gemeend dat het indienen van de lijst der leden niet kon vermeden worden, vermits de kracht van de gemeenschappelijke overeenkomst zich uitstrekt tot de voorwaarden, waaronder *de leden* van de contracteerende vereenigingen hunne persoonlijke overeenkomsten zullen sluiten; het kwam hem dus voor, dat de mogelijkheid die hoedanigheid zonder betwisting vast te stellen, door de wet moest worden verzekerd. Verscheidene leden van de Commissie deden opmerken dat, bij het sluiten van elke persoonlijke overeenkomst, de contracteerenden zelf zich wederkeerig alle bewijzen, die zij noodig oordeelen, zouden moeten geven. Zij voegden er bij dat het aan de arbeidsvereenigingen stoffelijk onmogelijk zou zijn, zulke lijsten bij te houden, daar deze voortdurend moeten gewijzigd worden. Men heeft ten slotte erkend dat deze eisch voldoende zou zijn om te beletten dat de toepassing der wet veralgemeend zou worden door de vrije toetreding van de belanghebbenden. Deze redenen bleken voldoende om het weglaten van de §§ 2 en 4, lid 2, van artikel 2 van het wetsvoorstel algemeen te doen goedkeuren door de Commissie.

Wat het financieel toezicht betreft, dit werd, van den beginne aan, door den voorgestelden tekst geweerd. Artikel 4 voorziet inderdaad dat de bekwaamheid der vakvereenigingen in beginsel beperkt is tot de bekwaamheid om gemeenschappelijke arbeidsovereenkomsten te sluiten en tot de bekwaamheid om in rechten op te treden voor alles wat betreft de verklaring en de uitvoering daarvan. Daar de vereeniging dus niet bekwaam was om stoffelijke goederen als zoodanig te bezitten, bleef de toestand voor haar onveranderd, en anderzijds kon zij billijk niet onderworpen worden aan eenig toezicht op hare financieele werking waarvan zij aldus alleen meester bleef.

De toelating tot het voordeel der rechtspersoonlijkheid werd bijgevolg slechts afhankelijk gesteld, zooals voorzien wordt in het gewijzigd artikel 3, van het indienen ter griffie van den werkrechttersraad of, zoo er geen bestaat, ter griffie van het vredege recht van het gebied, van een exemplaar der statuten en van de lijst — welke natuurlijk moet bijgehouden worden — der zaakvoerders of beheerders aangesteld om de vereeniging te vertegenwoordigen.

11. Eene afwijking was echter noodig: zij werd voorzien door het wetsvoor-

stel. Sommigen meenen dat de vakvereenigingen, om hunne zending behoorlijk te vervullen, het recht moeten hebben om goederen, welke in beslag kunnen genomen worden, bij voorbeeld borgtochten, te doen dienen tot zekerheid van hunne verbintenissen. Het weigeren aan de vakvereenigingen van de bekwaamheid om te bezitten, ingegeven door de beschouwingen welke wij zooeven uiteenzetten, heeft ten gevolge, dat slechts moreele strafbepalingen nog mogelijk zijn; wij zullen den aard en de gevolgen daarvan nagaan.

Moest men verhinderen dat, door den vrijen wil der partijen zelve, eene stoffelijke straf kunne toegepast worden in geval van niet-naleving hunner onderlinge verbintenissen? Wij meenden niet zulke bepaling verplichtend te mogen maken; zoo ook hebben wij niet gemeend dat de mogelijkheid ervan moest uitgesloten worden. En dan werd het noodzakelijk aan de vakvereenigingen toe te laten, zoo zij het beslist wenschten, de bekwaamheid te verkrijgen om eigenaar te worden van de sommen dienende tot zekerheid van de volle nakoming hunner verbintenissen (artikel 4, § 2).

Zouden zij dan verplicht worden, zich aan toezicht te onderwerpen? Of zou men dulden dat zij zouden eigenaar zijn zonder toezicht? Beide oplossingen waren even onmogelijk. Er werd dus aangenomen dat, in dit geval, de vereeniging, voor den duur van de overeenkomst, de som met deze bijzondere bestemming zou moeten toevertrouwen aan een derde; en wij hebben gemeend dat tot dit ambt van gedwongen bewaarder niemand beter kon aangesteld worden dan de Nationale Bank van België, zooals de ons voorgelegde tekst het voorziet. Na verloop van de overeenkomst, houdt de bijzondere bekwaamheid van de vereeniging op, en het eigendom van dezen borgtocht keert vanzelf terug tot hen, die de noodige gelden hebben voorgeschoten, of tot hunne rechthebbenden.

12. Blijft nog te voorzien het geval waarin de vakvereeniging, onmachtig of slecht bestuurd, niet genoegzaam zelf, en naar den wensch der leden, zorgen zou voor de vrijwaring der rechten welke uit de gemeenschappelijke overeenkomst voor hen voortvloeien.

Artikel 4 antwoordt door in het 3^{de} lid te bepalen dat de leden « elk voor zich het recht behouden om bij afzonderlijke of gezamenlijke vordering op te treden », om aldus de werkeloosheid van het syndicaat te verhelpen en zelf te verbeteren wat, naar hunne meening, aan zijne werking ontbreekt.

Derwijze blijven de verworven rechten van de minderheid geheel gevrijwaard tegenover de willekeur van de meerderheid.

13. Uit deze beschouwingen blijkt dat het syndicaat, bestaande uit patroons of uit arbeiders, den rechtsvorm van *vakvereeniging* zal kunnen verkrijgen zonder afstand te doen van zijne zelfstandigheid en zonder eenig gevaar te loopen.

Het zal daarin het hoofdzakelijk voordeel vinden, op geldige wijze te kunnen contracteeren en desnoods de eerlijke en volle uitvoering van de overeenkomst verzekeren door rechtsdwang. Het zal zich alleen dan aan eene straf blootstellen wanneer het zelf die overeenkomst niet naleeft, doch deze straf kan zijne middelen van bestaan en strijd niet treffen.

Ofschoon geen enkele geldige reden de syndicaten belet zich aan de toepassing van de wet te onderwerpen, toch dringen wij aan op het feit, dat zij niet van verplichtenden aard is en dat de betrokken vereenigingen dus hunne volle vrijheid behouden. Daar zij zelf beslissen over wat hun belang en hun plicht gebieden, kunnen zij vrijelijk kiezen tusschen het eenvoudig behoud van hunnen tegenwoordigen staat en hunne toelating tot het voordeel van eene wetgeving, die geheel strekt om hen in staat te stellen de zending te vervullen, welke hun in de hedendaagsche maatschappij is opgedragen door den ontwikkelingsgang der economische en sociale toestanden.

C.

Rechtsgevolgen van de gemeenschappelijke overeenkomst.

14. Het bijzonderste en, over 't algemeen, beslissend gevolg van eene geldige gemeenschappelijke overeenkomst zal zijn, dat al de persoonlijke arbeidsovereenkomsten, gesloten in strijd met hare bepalingen, nietig zijn, van het oogenblik dat een der partijen daardoor gebonden is hetzij als hebbende persoonlijk de overeenkomst gesloten, hetzij als lid van eene contracteerende vakvereeniging. In dit geval zal het loon, verschuldigd voor den geleverden arbeid, geregeld worden op den grondslag voorzien bij de gemeenschappelijke overeenkomst.

Gesteld, bij voorbeeld, dat eene gemeenschappelijke overeenkomst, in een bepaalde nijverheid, gesloten werd tusschen de vakvereeniging der patroons en de vakvereeniging der werklieden. Een werkgever neemt nu werknemers in dienst voor een bepaalden tijd, doch tegen lagere loonen: een dezer werknemers is lid van eene der contracteerende vereenigingen. Dan zal, indien er sprake is van den werknemer, deze zich tegenover den werkgever niet kunnen beroepen, in geval van doorzending, op den overeengekomen duur; dadelijk, zonder opzegging, zal de werkgever hem kunnen doorzenden; is er sprake van den werkgever, dan zal hij door den werknemer kunnen gedagvaard worden tot betaling van het werkelijk betaald loon en dit, door de gemeenschappelijke overeenkomst voorzien.

Dus geen « vossen » meer. Den werkgever, die zijne verbintenissen niet naleeft, zal het onmogelijk zijn, aan de werknemers, die zich willen medeplichtig maken aan hunne schending, eenigen waarborg van bestendigheid en veiligheid te geven. Het zal hem ook onmogelijk zijn, door zich te wenden tot niet gesyndiqueerden of tot leden van een ander syndicaat, zich te beschermen tegen het verhaal dat zij later op hem zonden kunnen nemen, zoo het loon, dat hij hun uitbetaalt, lager is dan hetgeen hij had moeten betalen aan een lid van de vereeniging, waarmede hij een overeenkomst sloot.

Heeft deze werkgever recht tot klagen? Natuurlijk niet. Als partij bij eene gemeenschappelijke overeenkomst heeft hij erkend, wanneer hij zich verbond ze na te leven, dat bepaalde arbeidsvoorwaarden mogelijk en rechtmatig waren. Is het hem gelukt, die te ontduiken door een derden aan te werven, in wien hij een slachtoffer of een medeplichtigen heeft gevonden,

dan is het billijk dat hij uit die handeling geen voordeel kunne trekken en dat hij de medewerking van den derde met geen enkel zeker voordeel kon koopen.

Wat dienen wij te zeggen van den derde? Hij kent de voorwaarden door zijne arbeidsgezellen bekomen; daartegenover stelt hij zijne mededinging; in de mate zijner krachten brengt hij het werk tot wankelen, hetwelk zij tot stand gebracht hebben. Het is rechtmatig dat hij niet gerechtigd zij om te eischen wat men hem in ruil voor zijne bereidwilligheid heeft kunnen beloven. En zoo hij misleid werd, zoo hij toegaf aan eenige drukking, dan is het rechtmatig dat hij, voor het feitelijk geleverde werk, het loon kunne opeischen, door de gemeenschappelijke overeenkomst verzekerd aan al de arbeiders zijner groep.

Keeren wij tot de arbeidersvereeniging terug. Zal zij beweren dat, op het stuk van billijkheid, de voorgestelde wetgeving geen vooruitgang huldigt en dat het haar onverschillig is te weten of de gemeenschappelijke overeenkomsten, welke zij gelast is te sluiten, al of niet rechtswaarde zullen hebben? Het zal volstaan de vraag te stellen.

15. Dit is de negatieve kracht van de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst; zij is onbetwistbaar van een kapitaal belang wegens hare gevolgen. Nu dienen hare positieve gevolgen te worden vastgesteld.

Waartoe verbindt zich de vereeniging? Zal zij — bij vergelijking met het recht dat artikel 1384 van het Burgerlijk Wetboek bevestigt — in zekeren zin burgerrechtelijk aansprakelijk zijn voor de handelingen van elk harer leden? Zal zij als schuldig worden beschouwd, zoodra een dezer leden zijne verbintenissen niet naleeft? Hier diende een duidelijk onderscheid te worden gemaakt tusschen de verplichtingen, opgelegd aan het rechtswezen, en die, welke zijn opgelegd aan de leden, waaruit het is samengesteld. Vaak was dit gemis van onderscheid de grondslag van het verzet der groepeerings tegen een wettelijk stelsel strookende met hunne rol.

Dit doet het wetsvoorstel duidelijk bij artikel 6. « De vereeniging verplicht zich te onthouden van alles wat strijdig is met de bepalingen, omtrent welke zij overeenkwam, en alles te doen wat in hare macht ligt opdat elk harer leden ze stipt naleve ». Dit sluit drie verschillende begrippen in. Door hare gemeenschappelijke handelingen zal de vereeniging hare verbintenissen niet breken: dat spreekt vanzelf. Vervolgens, zoo leden van de vereeniging ze niet naleven, zal zij hen niet steunen; dat is logisch. Ten slotte, zal zij op de schuldige leden de straffen toepassen, welke zijn voorzien door het maatschappelijk contract, contract waarvan beide partijen kennis zullen genomen hebben wanneer zij dit sloten: dit eischt de goede trouw. *Nooit* zal de vereeniging kunnen vervolgd worden, tenzij wegens eene *gemeenschappelijke* fout bestaande uit eene handeling of een verzuim, wanneer men een der drie aldus omschreven onderstellingen in overweging neemt.

Behoudens deze gevallen blijven de leden persoonlijk aansprakelijk. De straffen, welke hun kunnen opgelegd worden, zijn uitsluitend van persoonlijke aard — zonder dat de vakvereeniging zelf in de zaak kunne betrokken

worden en behoudens haar recht om in het geding tusschen te komen, zoo zij acht dat het beroepsbelang daarbij betrokken is.

16. Gesteld dat de gemeenschappelijke aansprakelijkheid bewezen is : dan dient eene strafbepaling te worden ingevoerd met inachtneming van het feit, dat de vereeniging niets mag bezitten, hetwelk zou kunnen getroffen worden door de tenuitvoerlegging van geldelijke veroordeelingen.

Deze straf zal bestaan in de openbaarmaking van de beslissing der recht-bank, geregeld door den rechter zelf, en waarvan de kosten door den Staat zullen gedragen worden, overeenkomstig artikel 7 van het wetsvoorstel.

Dat is een nieuwe, doch ernstige en doelmatige straf. Meestal zijn het algemeene geschillen, die den vorm van werkstaking of lock-out aannemen. Waarvan hangt, voor elke partij, de overwinning af? Meestal, om niet te zeggen altijd, van den steun bij de openbare meening ontmoet, zoowel in den schoot zijner eigene klasse als bij de sociale klasse, waartoe zijn tegenstrever behoort, en zelfs bij de geheele natie.

Een rechtsgeding wordt ingesteld, bepleit, beslecht. Eene beslissing, die de kwade trouw van een der partijen vaststelt, wordt gegeven met al het gezag dat er bij behoort — dienaangaande verwijzen wij naar de rechterlijke inrichting welke wij voorstellen. Deze beslissing wordt openbaargemaakt in de pers, zij wordt overal aangeplakt; deze openbaarmaking is in verhouding tot den plaatselijken, gewestelijken of nationalen omvang van het geschil. Welke kracht zal zij de overwinnende partij bijzetten! Met welke doelmatigheid zal zij de tegenpartij in hare onbillijke eischen treffen! Veel beter dan door eenig ander middel zal gerechtigheid geschieden — en den overwonnenen, tegenover de plechtige bevestiging van hun onrecht, zal niets anders overblijven dan aan geweld en willekeur te verzaken om weer den weg van het recht op te gaan.

Hetzelfde zal gebeuren, met niet minder macht, wanneer de rechterlijke beslissing aan een werkstaking of lock-out is voorafgegaan; deze zullen immers nog slechts zijn eene onwaardige kuiperij, door de verliezende partij beraamd om hare verplichtingen te ontduiken.

Eigenlijk blijkt dus dat de geldelijke straffen, wier toepassing zoo moeilijk en zoo beperkt is, van middelmatig belang zijn.

En niemand zal ontkennen dat het aldus in het leven geroepen positieve recht op zulke wijze zal gewapend zijn, vanaf zijne geboorte, dat het ontzag er voor een stellige zaak is in het belang van de sociale orde evenals in het belang van den democratischen vooruitgang.

§ III.

ECONOMISCHE OPPERMACHT.

A.

Voorafgaande beschouwingen.

17. Men dient thans tot meer verheven beschouwingen terug te keeren. De algemeenmaking van het syndicale feit heeft ten gevolge, hebben wij

gezegd, aan het syndicalisme imperialistische verzuchtingen te geven. Laten wij die omschrijven.

Het is er niet meer om te doen, eene gewone vereeniging op te richten welke bestemd is om hare leden zekere voordeelen te verschaffen, desnoods van beroepsaard, en welke aldus een privaat karakter draagt. Het geldt hier eene hoogere en ruimere opvatting, die eene heel nieuwe inrichting van de voortbrengende natie omvat en den stempel draagt van eene werkelijke sociale hervorming.

Stellen wij ons inderdaad een volk voor, in wiens schoot al de voortbrengers overtuigde syndicalisten zouden zijn, in den opbouwenden zin des woords.

Eenerzijds staat het Economisch Verbond. Nijverheid, handel, crediet — volgens nijverheids- of handelstak en per streek — hebben zich gegroepeerd; daarbij brachten zij een verbond tot stand. Naar het woord van Victor Cambon, is « de kruideniersgeest » dood. « Van binnenlandsche mededinging is geen sprake meer; op de buitenlandsche mededinging staat aller pogen gespannen. De nijverheid vormt blok. Zij wil hare voortbrenging tot een maximum van goedkoop en hoedanigheid brengen. De fabrieken zijn gespecialiseerd. Aankoop van grondstoffen, verbetering van de werktuigen, onderzoek en volmaking van de uitvindingen, navorsching van voordeelige en hedendaagsche methoden, naar dit alles streeft in elk vak het gemeenschappelijk pogen. Het is een gemeenschappelijk fonds dat de proefnemingen en de onderzoekingen in de laboratoria mogelijk maakt; gemeenschappelijk komt men in voeling met den handel. Het technisch kantoor en het handelskantoor van de fabriek zijn in rechtstreeksche voeling met een hoogstaand brein, dat leven geeft aan de leidende gedachte en de voortbrenging vereenigt met de beste plaatsing der producten. Daar de wereldmacht door hare uitgestrektheid onbegrensde verwachtingen toelaat, vraagt de leiding aan den handenarbeid eene maximum-voortbrenging in ruil voor het hoogste loon. De betrekkingen tusschen kapitaal en arbeid, onderling erkende machten die bestendig samenwerken, zijn gemakkelijk en hartelijk. Iedere bekwaamheid vindt allicht bezigheid. Het goedkoope leven, de hooge loonstandaard, de bekommering van den nijveraar om al wat strekt tot de verbetering van den *standard of life* zijner arbeiders, alles draagt bij tot orde, vertrouwen, regelmatigheid in de voortbrenging. Ook de handel richt zich in. Hij bezit voortaan de kracht om het ernstige vraagstuk van den uitvoer op te lossen. Hij werkt, documenteert zich, overrompelt, verovert de afzetgebieden; zijne voorwachten treden overal offensief op... Het crediet, ten slotte, zicht zich eveneens in... Het Economisch Verbond rijst aldus in den Staat op als eene vierde macht. Het heeft een eigen programma. In het binnenland, op alle trappen en op elk gebied, toepassing van de beginselen van oordeelkundige inrichting der voortbrenging, die Ernest Solvay heeft omschreven en verzameld in zijne theorie van het productivisme. Geen doodende nijver. Geen verloren pogen. Ieder op zijn plaats. Ieder in zijn rol. Ieder voor alles. Buitenlands allen voor elk. Nijverheid, handel, crediet werken samen ten zelfden titel als de fabriek, het handelskantoor en

de bank. En hunne uitbreiding leidt tot de oprichting van buitenlandsche economische stations, waarrond zich de uitbreidingskrachten van het nijvere vaderland vereenigen. Grootsoch visioen, wiens roerend droombeeld den moed staalt, den geestdrift doet oplaaien en het koppige pogen der groote volkeren doet vruchten dragen » (1).

Anderzijds is in den schoot van het Economisch Verbond ontstaan het Verbond van den Arbeid. « Evenals de economische toestanden de syndicaliseering van de nijverheid vergen, zoo vergen de maatschappelijke toestanden de syndicaliseering van den arbeid, derwijze dat, voor een zelfde streek en in een zelfden nijverheidstak, de groote algemeene overeenkomsten tusschen het kapitaal en den arbeid kunnen gesloten worden. Deze overeenkomsten zullen handelen over het loon en zijne vormen; over den arbeidsduur; over de omstandigheden, waarin de arbeid verricht wordt, — kortom over de bijzonderste voorwaarden van levering en prijs der arbeidskoopwaar. Aangepast aan de plaatselijke omstandigheden, evenals aan de technische voorwaarden, slingerend tusschen die twee gelijke machten welke zonder elkaar niets vermogen, zullen zij de overeenkomst-type omschrijven, waarvan de bepalingen van rechtswege en als geijkte uitdrukkingen in de individucele arbeidsovereenkomsten zullen voorkomen. Aldus zullen zij de hoogste gerechtigheid en sociale vrede verwezenlijken » (2).

Uw verslaggever heeft gemeend het nagestreefde ideaal niet beter te kunnen uiteenzetten dan met die aanhalingen uit een werk, waarin hij getracht heeft, door een grondig onderzoek, zijne voorwaarden van bestaan te omschrijven.

18. De gansche syndicale beweging streeft naar de verwezenlijking van dit ideaal, niet alleen in ééne klasse van de natie, maar in al de klassen, met de eerlijke en onvoorwaardelijke toestemming van hen, die willen dat een betere orde geboren worde uit de vreeselijke beproeving die het menschedom heeft onderstaan.

Hoe zou zij dan niet trachten, aan de minderheid de wet der meerderheid op te dringen, vermits deze verwezenlijking de algemeene instemming vergt van al de voortbrengers? Waarom zou zij den niet gesyndiqueerde niet aanzien als een tegenstrever of allermint als een achterblijver en een die wars is van 'alle begrip? Waarom zou zij niet in het gelijktijdig bestaan, op eenzelfde gebied, van naijverige syndicaten geen kwaad, geen gevaar, geen hinder zien? Het syndicalisme dingt naar de economische en sociale oppermacht: slechts door eenheid en eensgezindheid kan het die veroveren.

Door aan zulke verzuchtingen lucht te geven, volgt het zijn instinct, maakt het gebruik van zijn recht. Daarom, wat betreft de burgerrechtelijke kracht van de gemeenschappelijke overeenkomsten, voert de voorgestelde wetgeving, met eene uiterste voorzichtigheid en zonder eenigen dwang, eene sociale proefneming in, welke door titel IV van het wetsvoorstel wordt geregeld en welke, onder bepaalde omstandigheden, sommige derde personen aan de wet der overeenkomst onderwerpt.

(1) Albert DEVÈZE. *Aujourd'hui*. Paris, Berger Levrault, 1919, blz. 173 en v.

(2) *Ibid.*, blz. 308 en v.

Het gaat echter buiten zijn recht, wanneer het de toetreding wil opdringen tot deze of gene bepaalde vereeniging, die de meest geschikte, de sterkste, de levendigste, beweert te zijn, vaak wijl zij de talrijkste is — of wanneer het iemand wil beletten lid te worden van eenige vereeniging — anders dan door de rechtmatige propagande met het woord, de pen, het voorbeeld — anders dan door overreding. Hier komt de persoonlijke vrijheid in opstand tegen het gebruik dat sommigen maken van hunne syndicale vrijheid — tegen het dogmatisme, het sectarisme, de onverdraagzaamheid van sommige syndicalisten die door middel van lichamelijk of zedelijk geweld de weerspannige minderheid aan den wil van de meerderheid willen onderwerpen. Deze propagande door den dwang is eene maatschappij, als de onze behoort te zijn, onwaardig : zij kan en moet afgekeurd en beteugeld worden. Opdat deze betrugeling onbetwistbaar gewettigd zij, moet zij met gelijke strengheid toegepast worden op alwie, door soortgelijken dwang, een aanslag pleegt op de uitoefening der syndicale vrijheid. Persoonlijke vrijheid en syndicale vrijheid — recht om zich te vereenigen, recht om zijne vereeniging te kiezen, recht om zich niet te syndiqueeren — moeten op gelijke wijze erkend worden en gelijke bescherming genieten.

De wetgever moet dus dezelfde taal voeren tot den werkgever die aan zijn werknemer de vrije uitoefening van zijn vereenigingsrecht wil ontzeggen ; tegen den werknemer die zijn arbeidsgezel wil dwingen bij de uitoefening van zijne vrijheid — om slechts deze twee voorbeelden aan te halen. Het zal meestal volstaan dat de wetgever aldus handelt, dat de straf bepaald zij, dat de handeling strafrechtelijk als wanbedrijf gelde — opdat zijn wil geërbiedigd worde. De natie, waar de algemeenheid der burgers mocht ophouden zich vrijwillig aan het gezag der wetten te onderwerpen, zou eene verloren natie zijn.

Dit wettigt den titel V van het voorstel, die het ontwerp van de Regeering vervangt en nauwkeurig volgt in het nagestreefde doel.

19. Zal men zeggen dat het eene klassenwetgeving is?

Ongewijfeld is het in de arbeidersklasse dat de syndicale geest zich het meest ontwikkelde en dat bijgevolg zijne misbruiken en afwijkingen het meest voorkomen. Het lijdt echter geen twijfel dat, naarmate dezelfde geest zich zal ontwikkelen bij de patroons, feiten van denzelfden aard alras zullen voorkomen, vooral wat betreft den zedelijken dwang. De richting van de economische feiten verplicht ons dus ze te voorzien.

Bij het onderzoek van de artikelen zullen wij de doelmatigheid aantonen van de straf, welke voorzien wordt tegen de schending van de syndikale vrijheid en tevens deze vrijheid omschept in een uitdrukkelijk erkend en beschermd recht.

Daarenboven, om het aangaan van gemeenschappelijke overeenkomsten mogelijk te maken, zelfs wanneer verscheidene syndicaten naast elkaar bestaan, hebben wij hun de mogelijkheid willen laten zich onderling te verstaan om die overeenkomsten gezamenlijk te sluiten en te dien einde een

verbond op te richten met beperkt en tijdelijk doel. Dat is de reden van § 2 van artikel 3, hetwelk de rechtspersoonlijkheid verleent aan de Bonden van vakverenigingen. Wij maken het aldus mogelijk, door de groepeerings van verscheidene syndicaten, de eenheid en de eensgezindheid te verwezenlijken, zonder dat een hunner aan zijn eigen persoonlijkheid dient te verzaken. Wij mogen dus hopen een der bijzonderste drijfveeren te hebben doen verdwijnen, die de syndicaten tot imperialisme aansporen uit hoofde van de noodzakelijkheid, waarin zij zich bevinden, om hunne natuurlijke taak geheel te vervullen, de verdwijning van de overige groepen of het aan banden leggen van de scheurmakers na te streven.

B.

Burgerrechtelijke bepalingen.

20. In beginsel gelden de overeenkomsten slechts onder degenen die ze aangingen. De algemeene beschouwingen, die wij hebben uiteengezet, leiden echter tot dit gevolg : op dit bijzonder gebied schijnt het wenschelijk dat de gemeenschappelijke overeenkomst, indien zij de noodige waarborgen oplevert om het belang en den ernst van het werk, dat zij bekrachtigt, te verzekeren, zulke uitbreiding krijsge dat zij eenheid brengen in de wervingsvoorwaarden van den handenarbeid in het economisch vak en in de streek waarvoor zij geldt.

Daartoe zou de indiener van het voorstel wenschen dat de verbindende kracht, welke de wet aan de werkplaatsreglementen verleent, zou toegekend worden aan de overeenkomsten van die soort, zoodat hare bedingen van rechtswege zouden geacht worden geschreven te staan in al de persoonlijke arbeidsovereenkomsten. Hij erkent nochtans dat het voorbarig ware hier gebiedende beschikkingen in te voeren : de wetgever kan niets anders doen dan een vermoeden van toestemming te onderstellen bij de werkgevers en de werknemers, die aan de overeenkomst vreemd blijven. Daarom zal eene openbaarmaking worden ingericht en het vermoeden van toestemming zal kunnen vernietigd worden door de uitdrukkelijke verklaringen van de belanghebbenden.

Zoo wordt het hieronder voorgedragen stelsel verklaard : het eischt de neerlegging van de overeenkomst ter griffie van den werkrechttersraad; het schrijft de bekendmaking van haren tekst in het *Staatsblad* voor en het verleent een termijn van drie maanden, zoo aan de hoofden van ondernemingen als aan de meerderheid hunner werknemers, om zich, door middel van een eenvoudige verklaring, aan de gevolgen van de overeenkomst te onttrekken. Er kan dus tot nu toe slechts sprake zijn van eene proefneming met het doel nauwkeurig te bepalen tot welke gevolgen een strenger en meer dwingend wettelijk stelsel zou leiden.

Dienaangaande is het nuttig te doen opmerken dat, in Engeland, de Whitleycomiteiten, volgens gewest en economischen tak opgericht en bestaande uit vertegenwoordigers der patroons- en arbeidersverenigingen, over een reglementaire macht beschikken, instellingen van algemeene

rechtsorde zijn en de voorwaarden van de geldende arbeidsovereenkomst oppermachtig bepalen. Dient zulk stelsel in België te worden ingevoerd? Zou het door werkgevers en werknemers aangenomen worden? Zou het de verwachte uitslagen van sociale bevrediging opleveren? Dat zijn vragen, waarop de ingestelde proefneming het antwoord zal mogelijk maken, zonder dat men uitsluitend met het theoretische oogpunt dient rekening te houden. Op economisch en sociaal gebied moet de wetgever uiterst voorzichtig zijn en bijgevolg zoowel elke « improvisatie » als om 't even welk doctrinarisme vermijden.

21. Het spreekt vanzelf dat zulke bindende kracht slechts aan « sommige » gemeenschappelijke overeenkomsten kan verleend worden. Zoo niet, zou het volstaan dat enkele werkgevers zich met enkele arbeiders zouden verstaan om storing te verwekken op de arbeidsmarkt, over het geheele veld van toepassing der overeenkomst. In dit opzicht kon men er zich niet bij bepalen, te eischen dat alleen vakvereenigingen partij zouden zijn in de overeenkomst.

Men was dus verplicht te vragen, vooreerst dat deze vereenigingen, zoo van patroons als van arbeiders, ten minste drie vierden van de betrokken belangen zouden vertegenwoordigen. Wat de werkgevers betreft, zal de belangrijkheid van elke onderneming natuurlijk in dit opzicht geschat worden naar het getal daarin arbeidende werklieden, en wel om te vermijden dat de samenspanning der kleine ondernemingen, ondanks haar klein betrekkelijk belang, aan enkele groote willekeurig de les kunne spelen.

Om de vakvereenigingen aan te moedigen op de baan van verzoening en scheidsgerecht — die alleen de bestendigheid en de veiligheid kan geven, welke de voortbrenging behoeft —, wordt er nog geveerd dat de overeenkomst de schorsing van den arbeid afhankelijk stelle van zoodanige voorafgaande maatregelen. Het is wel verstaan dat dit geldt alleen voor de uitbreiding van de gevolgen der overeenkomst tot derden; de gemeenschappelijke overeenkomsten, welke dit voorafgaand verhaal niet voorzien, behouden hun volle kracht tusschen de contracteerende partijen en hunne aangeslotenen.

Ten slotte, bleek het gepast den termijn, gedurende welken de verbin-tenissen, bij de overeenkomst aangegaan, verbindend zullen zijn, tot twee jaar te beperken en te bepalen dat de kracht tegenover derden slechts kan aangevraagd worden, wanneer niet reeds eene gemeenschappelijke overeenkomst bestaat, welke op dezelfde zaak betrekking heeft, met kracht tegenover derden.

Uwe Commissie was van meening dat, mits al deze waarborgen, ook wegens den niet verplichtenden aard van titel IV in zijn geheel, de voorgestelde regeling geschikt is om voldoening te schenken aan de rechtmatige strekkingen van het syndicalisme, zooals deze hierboven omschreven werden. De persoonlijke vrijheid blijft inderdaad gevrijwaard, zonder dat de ontwikkelingsgang van de economische feiten gestremd wordt.

C.

Strafrechtelijke bepalingen.

22. Titel V van onderstaanden tekst omvat de bepalingen, welke, naar den vorm, het ontwerp van de Regeering vervangen. In de eerste plaats (art. 12) worden de verschillende rechten, die op gelijke wijze dienen te worden beschermd, juist en nauwkeurig omschreven. Deze rechten zijn drieërlijk het recht van vereeniging; het recht om de vereeniging, waarbij men zich wil aansluiten, vrijelijk te kiezen; het recht om zich niet bij eene vereeniging aan te sluiten.

23. De artikelen 13 tot 15 beoogen de verschillende gevallen, waarin het wanbedrijf kan gepleegd worden: artikel 13 treft — dit wordt niet meer betwist — het handtastelijk geweld; de artikelen 14 en 15 treffen het zedelijk geweld. Dit laatste wordt zelfs in de twee mogelijke gevallen nagegaan: het geval, waarin de zedelijke dwang uitgaat van een der beide partijen van de arbeidsovereenkomst — (het geldt hier blijkbaar de *persoonlijke* overeenkomst, krachtens welke een bepaalde persoon zijn brood kan verdienen met arbeiden of een bepaalde werkgever de wezenlijke medewerking van een hem onontbeerlijken handenarbeid vinden kan) — en dit, waarin de zedelijke dwang uitgaat van derde personen, welke vreemd zijn aan de arbeidsovereenkomst, waarbij is betrokken hij die den dwang ondergaat, en welke gemeenschappelijk of afzonderlijk optreden.

Waarin zal het zedelijk geweld bestaan? Het zal hierin bestaan, dat de persoon, die het geweld ondergaat, in de onmogelijkheid gesteld wordt, als werkgever of werknemer, het uitoefenen van zijn beroep voort te zetten, omdat hij belet werd eene persoonlijke arbeidsovereenkomst te sluiten ofwel de uitvoering daarvan voort te zetten.

Hier volgen eenige voorbeelden, waarbij dit geweld zal bewezen zijn.

Een werkgever zendt een werknemer door, omdat hij lid is van een bepaald syndicaat — het hebbe al of niet den wettelijken vorm van vakvereeniging aangenomen: hij pleegt het wanbedrijf (art. 14). Er valt op te merken dat bij de toepassing van deze bepaling, de « Kamers der Arbeidsgeschillen » door alle mogelijke bewijsmiddelen, namelijk door zware, nauwkeurige en overeenstemmende vermoedens, zullen moeten onderzoeken welke drijfveer tot de doorzending heeft geleid. Zoo niet, zal de werkgever, door zich achter eenig voorwendsel te verschuilen, aan de bestraffing ontsnappen en, ware dit het geval, dan ware de bedoeling van den wetgever ernstig miskend.

Een groep werkgevers « boycott » een bepaalden werkgever, omdat hij een gemeenschappelijke overeenkomst sloot met een syndicaat en hij in zijne onderneming de syndicale overeenkomsten toepast. Het wanbedrijf is bedreven (art. 15).

Een werknemer staakt den arbeid om den werkgever te verbieden een niet-gesyndiqueerde aan te werven of hem in zijne werkplaats te behouden. Artikel 14 dient te worden toegepast.

Eene groep werknemers, vreemd aan de onderneming, verwekt een algemeen conflict in den nijverheidstak om een werkgever te dwingen zich van zijn niet gesyndiqueerd personeel te scheiden. Volgens artikel 15 is deze handeling strafbaar.

Al deze gevallen van strafrechtelijke toepassing zijn voorzien bij de artikelen 5 en 6 van het wetsontwerp der Regeering.

24. Het is nochtans onontbeerlijk twee omstandigheden te voorzien, waarin er geen wanbedrijf is, ofschoon het feit van zedelijk geweld bewezen zij. Deze omstandigheden worden in artikel 16 omschreven.

De eerste is dezelfde als die bedoeld bij artikel 4 van het ontwerp der Regeering. Men moet aannemen dat eene vakvereeniging — al of niet samengesteld derwijze dat zij de rechtspersoonlijkheid kan verkrijgen — het recht heeft haar doel na te streven door middel van gemeenschappelijke arbeidsweigering, wanneer zij in werkelijkheid tegen een buitenstaanden mededinger de voordeelen, welke zij heeft bekomen, en de levensbelangen harer leden verdedigt. Evenzoo, wanneer zij trachten zal, door dezelfde middelen, hare erkenning door den werkgever te bekomen en hem te nopen eene gemeenschappelijke overeenkomst te sluiten, mits, wel te verstaan, deze overeenkomst geen monopolie van levering van handenarbeid bepaalt ten voordeele van hare leden met uitsluiting van alle anderen. Onder die omstandigheden is er geen inzicht om te misdrijven, geen « animus », zooals door het strafrecht steeds gevergld wordt. Zij heeft de bedoeling niet, een onbillijken dwang nit te oefenen om onbepaalde personen te dwingen de syndicale wet aan te nemen; zij wil haar hoofddoel bereiken, namelijk betere arbeidsvoorwaarden of het behoud der hun toegestane arbeidsvoorwaarden bekomen voor hare leden en dezen bevrijden van de noodlottige mededinging van hen, die andere voorwaarden aannemen. Moeten deze voorwaarden noodzakelijk minder goed zijn dan die, door de vereeniging bekomen? Wij meenden het niet, omdat de werkgever, door aan niet aangeslotenen meer voordeelige voorwaarden toe te staan, feitelijk een premie stelt op de niet-aansluiting en aldus de rechten en de belangen van de vereeniging op bijzonder ernstige en gevaarlijke wijze schendt.

Doch een andere uitzondering drijft zich op. Gesteld dat een der partijen van de arbeidsovereenkomst, waarvan de sluiting of de uitvoering door dwang belet wordt, verbintenissen heeft aangegaan, welke door deze overeenkomst worden geschonden. Zij kan zoodanige verplichtingen tegenover den dader van het wanbedrijf op zich hebben genomen, hetzij door het sluiten van een gemeenschappelijke overeenkomst, hetzij door samen met hem in eene beroepsvereeniging te zijn getreden. Valt, ook in dit geval, het inzicht om te misdrijven niet weg? De dader van het geweld wil de rechten, welke voor hem uit de geschonden overeenkomst voortvloeien, doen eerbiedigen, doch niet een aanslag plegen op de persoonlijke vrijheid of op de syndicale vrijheid van den persoon die het geweld ondergaat. Bijgevolg mag de bestraffing op hem niet toegepast worden.

Krachtens het aldus luidende artikel 16 wordt, voor de vakvereenigingen,

het recht om ongehinderd haar rechtmatig doel na te streven, volkomen gevrijwaard. Zullen alleen verboden zijn de aanslagen op de vrijheid, welke voor geen andere geldige verklaring vastbaar zijn en met opzet gericht worden tegen personen die niet het minste van het recht om oppermachtig te beschikken over zich zelve, hebben vervreemd. Is het noodzakelijk hun in zulk geval de bescherming der wetten te verleenen? Het ware onbegrijpelijk, zoo, in een beschaafden Staat, het antwoord op zoodanige vraag een oogenblik kon twijfel lijden.

§ IV.

Kamers der Arbeidsgeschillen.

25. Wij denken er niet aan, de wetenschap en de onpartijdigheid van de Hoven en Rechtbanken, zooals zij thans zijn ingericht, in twijfel te trekken. Men moet echter erkennen dat het er hier om te doen is, zoo op burgerrechtelijk als op strafrechtelijk gebied, kiesche en ingewikkelde feiten te beoordeelen, waarvan de grondige kennis onontbeerlijk is en slechts verkregen wordt door eene persoonlijke ondervinding, welke men onmogelijk alleen van de beroepsmagistraten eischen kan.

Het kwam ons dus gepast voor, bij de Hoven en Rechtbanken eene bijzondere Kamer op te richten, gezegd « Kamer der Arbeidsgeschillen », belast met de toepassing van de wetgeving welke wij de eer hebben voor te stellen.

Deze Kamers voorgezeten door een magistraat, met zorg gekozen door den eersten voorzitter van het Hof of den voorzitter van de Rechtbank, bijgestaan door het Openbaar Ministerie, zullen zetelen met drie leden, de bijzitters aangeduid zijnde, zooals hieronder zal gezegd worden, met de zekerheid dat zij hun gewichtig ambt zullen uitoefenen met al de bevoegdheid, welke men van eene gezond ingerichte justitie mag verwachten.

Aldus valt een van de meest gewone bezwaren weg, welke werden gericht tegen al de wetgevingen waardoor men de economische en sociale vraagstukken, waarmede wij ons onledig houden, op juridische wijze wilde oplossen.

Drie punten blijven te bepalen, namelijk de vereischten tot verkiesbaarheid van de bijzitters, eenerzijds, en het kiescollege dat hen moet verkiezen, anderzijds, — tevens is het wel bepaald dat de benoeming van de bijzitters door de centrale macht werd afgewezen om aan de belanghebbenden, tot welke klasse zij ook behooren, de meeste waarborgen te geven —; ten slotte, de duur van het mandaat.

26. Behalve zijne hoedanigheid van Belg moet de bijzitter in eersten aanleg bewijzen dat hij een nijverheids- of handelsberoep gedurende meer dan twintig jaar eervol heeft uitgeoefend, hetzij als werkgever, hetzij als werknemer. Wij willen dat zij die, wegens hunnen leeftijd, opgehouden hebben hun beroep uit te oefenen, verkiesbaar zouden zijn; anderzijds willen wij aan den titel van bijzitter een zoodanig karakter geven dat hij de bezegeling zij van een voorbeeldig leven, op nuttige wijze aan den arbeid besteed; aldus zullen de wijsheid en tevens de rechtchapenheid van den rechter verzekerd zijn.

Dezelfde vereischten worden gesteld voor den bijzitter in beroep. Doch, om

aan de kiescolleges een ruimere keus te laten, hebben wij verschillende klassen van personen toegelaten, die ten minste gelijkwaardige waarborgen opleveren : de professoren van de hoogeschoolen, die de economische en sociale wetenschappen met onderscheiding gedurende meer dan tien jaar hebben onderwezen; de oud-leden van den Senaat, van de Kamer en van den Hoogen Arbeidsraad.

Het getal verkiesbaren zal aldus groot genoeg zijn opdat men niet moete vreezen dat de vrije aanwijzing, door de kiezers, van mannen waarin zij vertrouwen stellen, in eenige mate zou kunnen beperkt worden.

27. Wat het kiezerskorps betreft, was het onontbeerlijk de verkiezing te onttrekken aan eene omgeving, welke de min of meer beroerde sociale toestand in eene gemeente zou kunnen teweegbrengen. Wij hebben gedacht aan de leden van de werkrechtcrsraden, die, zoowel in eersten aanleg als in beroep, door hunne gelijken worden verkozen, die de wet thans reeds in twee groepen indeelt naarmate zij behooren tot de klasse der werkgevers of der werknemers.

In elk rechtsgebied vergaderd in afzonderlijke algemeene vergaderingen, zullen de werkrechtcrs van elke groep de bijzitters, gelast deel uit te maken van de Kamers der Arbeidsgeschieden, verkiezen voor den aanleg die met hun rechtsgebied overeenkomt. Het schijnt niet nuttig, de redenen uiteen te zetten, waarom zulk een kiescollege het vertrouwen waardig is, dat wij daaraan willen betuigen.

28. De duur van het mandaat der bijzitters werd op vijf jaar bepaald om de verkiezing te onttrekken zoowel aan den invloed der plaatselijke omstandigheden als en dien der tijdelijke omstandigheden en aan aldus een gewetensvolle en doordachte keuze te verzekeren. De onafhankelijkheid van den rechter zal tevens beschermd zijn tegen de drukking, welke men op hem, naar aanleiding van een bepaald geschil, zou kunnen uitoefenen.

Wij betrouwen er aldus op, dat de rechterlijke beslissingen, in elk opzicht, al het gezag zullen hebben, dat het karakter zelf van den rechter en zijne verheven onpartijdigheid meebrengen.

BESLUIT.

Wij beleven beroerde tijden, vol onzekerheid en angst. De wereld gaat gebukt onder de vreeselijke nalatenschap van een oorlog die tijd, bloed en geld heeft gekost. België, dat klein, nijver en eerlijk land, draagt er ten onrechte al den last van. Om die beproeving te doorstaan, om zijne verloren welvaart terug te winnen, behoeft het den hardnekkigen en gemeenschappelijken arbeid zijner kinderen.

Wat het vooral noodig heeft, is de inwendige vrede, de eendracht, de regelmatigheid van eene economische bedrijvigheid die tot het uiterste gespannen is. Het bezit de zedelijke hoedanigheden die het werk vergt; de stoffelijke middelen kan het in het leven roepen; maar zijn ondergang ware zeker, zoo een tijdperk van sociale beroering en inwendigen twist moest aanbreken. Door zijne wijsheid, zijn beschroomd geweten, zijn ontzag voor gerechtigheid en recht, door de verheven zelfverloochening van gansch een volk dat zijne krachten

hartstochtelijk wijdt aan de heropbeuring van het gekwetste Vaderland, zal het de toekomst verdienen die zijner waardig is.

De Sociale Vrede, — hoe haar verkregen, tenzij door de moedige invoering van hervormingen ingegeven door dien « bedachten overmoed », die ten grondslag ligt aan elk vruchtbaar wetgevend werk? Ove moed : niet vreezen de theorieën te trotseeren, welke de werkelijkheid miskennen, den vooruitgang van de evolutie der mensheid te bezegelen, de bijzondere belangen — al mochten het ook klassenbelangen zijn — op te offeren aan het algemeen belang. Bedachtzaamheid : niet gehoor geven aan hartstochten en neigingen; de eerste bemeesteren, de andere intoomen; de algemeene rechtsorde en de vrijheid doen eerbiedigen en tevens de hoogst mogelijke gerechtigheid doen heerschen.

Dit is het verheven gevoel, dat de Middenafdeeling bezielde in het bewustzijn van de verantwoordelijkheid welke op al de lasthebbers der Natie rust. Zij beweert niet een volmaakt werk tot stand gebracht te hebben, een werk niet vatbaar zij voor wijziging in den loop uwer besprekingen. Maar in alle oprechtheid mag zij naar het gekende woord verwijzen : « Dit is een werk van goede trouw ».

De Verslaggever,

ALBERT DE VÈZE.

De Voorzitter,

EMILE BRUNET.

INHOUD :

§ I. — *Algemeene beschouwingen.* (Nummers 1 tot 5.)

§ II. — *Gemeenschappelijke overeenkomsten :*

A. Rechtsbegrip van de gemeenschappelijke overeenkomst (*titel I*, n° 6 tot 7).

B. Rechtspersoonlijkheid van de Vakvereenigingen (*titel II*, n° 8 tot 13).

C. Rechtsgevolgen van de gemeenschappelijke overeenkomst (*titel III*, n° 14 tot 16).

§ III. — *Economische Oppermacht :*

A. Voorafgaande beschouwingen (n° 17 tot 19).

B. Burgerrechtelijke bepalingen (*titel IV*, n° 20 en 21).

C. Strafrechtelijke bepalingen (*titel V*, n° 22 tot 24).

§ IV. — *Kamers der Arbeidsgeschillen* (*titel VI*, n° 25 tot 28).

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION

TEKST VOORGESTELD DOOR DE
COMMISSIE.

Loi réglant l'existence juridique des conventions collectives de travail et la protection des libertés syndicale et individuelle.

Wet tot regeling van het rechtsbestaan der gemeenschappelijke arbeids-overeenkomsten en tot bescherming van de syndicale en persoonlijke vrijheid.

TITRE I.

TITEL I.

Définition de la convention collective de travail.

Bepaling van de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

La convention collective de travail s'entend de la convention par laquelle plusieurs employés, ou une association professionnelle d'employés règlent, soit vis-à-vis d'un ou de plusieurs employeurs, soit vis-à-vis d'une association professionnelle d'employeurs, les conditions auxquelles seront obligatoirement passés par les contractants ou par les membres des associations contractantes, dans un temps et dans un lieu déterminés, tous contrats individuels de travail.

Onder gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst verstaat men de overeenkomst, waarbij verscheidene werknemers of eene beroepsvereeniging van werknemers hetzij tegenover één of meer werkgevers, hetzij tegenover eene beroepsvereeniging van werkgevers de voorwaarden regelen, waaronder, binnen een bepaalden tijd en op eene bepaalde plaats, alle individuele arbeidsovereenkomsten moeten gesloten worden door de contractanten of door de leden van de contracteerende vereenigingen.

TITRE II.

TITEL II.

Des Associations professionnelles.

Beroepsvereenigingen.

ART. 2.

ART. 2.

Les associations professionnelles sont celles qui, composées de personnes exerçant comme employeurs ou employés la même profession à but lucratif ou le même métier, ou des professions ou métiers similaires, ont pour objet l'étude, le dévelop-

De beroepsvereenigingen zijn de vereenigingen welke, bestaande uit personen die, als werkgevers of werknemers, hetzelfde winstbeachtend beroep of hetzelfde ambacht of gelijksoortige beroepen of ambachten uitoefenen, ten doel heb-

pement, la défense des intérêts professionnels de leurs membres.

Il est fait exception à l'obligation d'appartenir à la profession :

1° En ce qui concerne les gérants ou administrateurs, sans que le nombre de personnes n'exerçant pas la profession puisse être supérieur au tiers du nombre total des gérants ou administrateurs ;

2° En ce qui concerne les membres adhérents, c'est-à-dire les membres ne jouissant au sein de l'association ni du droit de vote ni de l'éligibilité.

ART. 3.

Les associations professionnelles réunissant les conditions prévues à l'article 2 ci-dessus, pourront acquérir la personnalité civile, restreinte ainsi qu'il sera dit ci-après, huit jours après le dépôt au greffe du conseil de prud'hommes ou, à son défaut, de la justice de paix de leur ressort ;

1° D'un exemplaire de leurs statuts ;

2° De la liste de leurs gérants ou administrateurs.

Les fédérations d'associations professionnelles peuvent acquérir la personnalité civile aux mêmes conditions et avec les mêmes effets.

ART. 4.

La capacité des associations professionnelles est restreinte :

1° à la capacité d'être partie aux conventions collectives de travail.

2° A celle d'ester en justice, soit en demandant, soit en défendant, pour

ben de studie, de uitbreiding, de verdediging van de beroepsbelangen hunner leden.

Van de verplichting, tot het beroep te behooren, wordt afgeweken :

1° Wat betreft de zaakvoerders of beheerders, zonder dat het getal personen, die het beroep niet uitoefenen, hooger zijn mag dan een derde van het geheel getal zaakvoerders of beheerders ;

2° Wat betreft de toetredende leden, zijnde die leden welke in de vereeniging noch stemgerechtigd, noch verkiesbaar zijn.

ART. 3.

De beroepsvereenigingen, die aan de bij bovenstaand artikel 2 gestelde vereischten voldoen, kunnen de rechtspersoonlijkheid, met de beperkingen als hierna gezegd, verkrijgen acht dagen nadat ter griffie van den werkrechttersraad of, zoo er geen bestaat, ter griffie van het vrederegerecht van haar gebied zijn neergelegd :

1° Een exemplaar van hare statuten ;

2° De lijst van hare zaakvoerders of beheerders.

De bonden van beroepsvereenigingen kunnen onder dezelfde voorwaarden en met dezelfde gevolgen de rechtspersoonlijkheid verkrijgen.

ART. 4.

De bekwaamheid van de beroepsvereenigingen wordt beperkt :

1° Tot de bekwaamheid om als partij op te treden in de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomsten ;

2° Tot die om in rechten op te treden, hetzij als eischende hetzij

tout ce qui concerne leur interprétation et leur exécution.

Sur la volonté formelle qu'elle exprimera par écrit déposé au greffe, l'association jouira en outre de la capacité d'être propriétaire de sommes constituées en cautionnement des obligations assumées par elle en vertu de conventions collectives de travail, lesdites sommes devant être et demeurer consignées en mains de la Banque Nationale de Belgique, à un compte que l'association se fera ouvrir, avec l'affectation spéciale ci-dessus indiquée.

Les membres des associations professionnelles conserveront individuellement le droit d'agir par voie d'action distincte ou conjointe pour l'interprétation ou l'exécution des conventions collectives de travail en tant qu'ils y sont personnellement intéressés.

TITRE III.

De l'effet des conventions collectives en ce qui concerne les parties contractantes.

ART. 5.

Tout contrat individuel de travail contraire aux stipulations d'une convention collective sera nul et de nul effet lorsque l'une des parties sera, soit comme étant personnellement partie au contrat, soit comme membre d'une association professionnelle contractante, tenue de l'observation dudit contrat.

Le salaire éventuellement dû pour un travail presté en exécution d'un contrat de travail tombant sous

als verwerende partij, voor alles wat de verklaring en de uitvoering daarvan betreft.

De vereeniging is bovendien bekwaam, ingeval zij daartoe haren wil uitdrukkelijk te kennen geeft bij geschrifte neergelegd ter griffie, om eigenaar te zijn van de sommen gestort tot zekerheid van de verplichtingen welke zij op zich neemt krachtens gemeenschappelijke arbeidsovereenkomsten; tevens moeten bedoelde sommen in bewaring worden gegeven en blijven ter Nationale Bank van België, op eene rekening welke de vereeniging zich, met de bijzondere bovengemelde bestemming, doet openen.

De leden der beroepsvereenigingen behouden, elk voor zich, het recht om bij afzonderlijke of gezamenlijke vordering op te treden tot verklaring of uitvoering van de gemeenschappelijke arbeidsovereenkomsten, in zooverre zij daarbij persoonlijk betrokken zijn.

TITEL III.

Kracht van de gemeenschappelijke overeenkomsten ten aanzien van de contracteerende partijen.

ART. 5.

Nietig en van geener waarde is elke individueele arbeidsovereenkomst, strijdende met de bepalingen eener gemeenschappelijke overeenkomst, wanneer eene der partijen verplicht is, hetzij als persoonlijk optredende in de overeenkomst, hetzij als lid eener contracteerende beroepsvereeniging, gezegde overeenkomst na te leven.

Het loon, dat mocht verschuldigd zijn wegens een werk verricht ter uitvoering van eene arbeidsover-

l'application de la disposition qui précède sera réglé d'après le tarif prévu par la convention collective en vigueur.

ART. 6.

La convention collective de travail oblige l'association professionnelle contractante à ne rien faire qui soit contraire aux stipulations dont elle est convenue et à s'employer de tout son pouvoir à en assurer la stricte observation par chacun de ses membres.

Ceux-ci resteront individuellement responsables de l'exécution par eux des obligations qui leur incombent, sans qu'il puisse, à raison de leurs actes, être dirigé de recours contre l'association professionnelle.

ART. 7.

Les cours et tribunaux pourront, en tous litiges où il s'agira de contestations relatives à l'interprétation ou à l'exécution d'une convention collective, ordonner que les jugements et arrêts seront publiés aux frais de l'État, soit par la voie du *Moniteur belge*, soit par affiches, ou par tout autre moyen, dans des conditions qu'ils détermineront d'après les circonstances de la cause.

TITRE IV.

De l'effet de certaines conventions collectives en ce qui concerne les tiers.

ART. 8.

Moyennant que soient réunies les conditions ci-après énumérées, cer-

eenkomst, waarop de vorige bepaling van toepassing is, wordt geregeld volgens het tarief voorzien bij de van kracht zijnde gemeenschappelijke overeenkomst.

ART. 6.

De gemeenschappelijke arbeids-overeenkomst verplicht de contracterende beroepsvereniging zich te onthouden van alles wat strijdig is met de bepalingen, omtrent welke zij overeenkwam, en alles te doen wat in hare macht ligt opdat elk harer leden ze stipt naleve.

Deze leden blijven persoonlijk aansprakelijk voor de uitvoering, door hen, van de verplichtingen die zij hebben, zonder dat, ter oorzaak van hunne handelingen, eenig verhaal besta op de beroepsvereniging.

ART. 7.

De hoven en rechtbanken kunnen, voor alle geschillen waarin er sprake is van betwistingen betreffende de verklaring of de uitvoering van eene gemeenschappelijke overeenkomst, bevelen dat de vonnissen en arresten worden bekendgemaakt, op Staatskosten, hetzij in het *Belgisch Staatsblad*, hetzij bij aanplakbrieven of door eenig ander middel, en wel op de wijze welke zij zullen aanduiden volgens de omstandigheden der zaak.

TITEL IV.

Kracht van sommige gemeenschappelijke overeenkomsten ten aanzien van derde personen.

ART. 8.

Mits aan de hierna gestelde vereischten wordt voldaan, hebben

taines conventions collectives de travail auront force de règlement d'atelier général pour la profession et dans la région auxquelles elles s'appliquent.

ART. 9.

Les conditions requises pour qu'une convention collective de travail puisse bénéficier de l'article 8 ci-dessus sont les suivantes :

1° Que seules des associations professionnelles, jouissant au moins de la personnalité civile restreinte prévue à l'article 4 ci-dessus y soient parties contractantes ;

2° Que ces associations justifient qu'elles représentent d'une part les chefs d'entreprises qui emploient les $\frac{3}{4}$ des ouvriers intéressés, d'autre part, les $\frac{3}{4}$ du nombre de ces derniers ;

3° Que le contrat stipule, avant toute grève ou tout lock-out, le recours obligatoire à la conciliation ou à l'arbitrage devant une juridiction organisée à cet effet par l'accord des parties ;

4° Que la durée du contrat ne dépasse pas deux années ;

5° Qu'un exemplaire signé du contrat ait été déposé, dans les huit jours de sa conclusion, au greffe du conseil de prud'hommes ou, à son défaut, de la justice de paix du ressort ;

6° Que ne soit point en vigueur, dans la profession et la région visées, un autre contrat collectif réunissant les conditions ci-dessus énumérées.

sommige gemeenschappelijke arbeidsovereenkomsten kracht van gebruik voor het beroep en in de streck, waarop zij van toepassing zijn.

ART. 9.

De gestelde vereischten opdat eene gemeenschappelijke arbeidsovereenkomst aanspraak hebbe op de voordeelen van het vorig artikel 8, zijn de volgende :

1° Alleen beroepsverenigingen, bezittende ten minste de bij bovenstaand artikel 4 voorziene beperkte rechtspersoonlijkheid, mogen daarin als contracteerende partijen optreden ;

2° Die vereenigingen moeten het bewijs leveren dat zij vertegenwoordigen, eenerzijds, de hoofden van onderneming, bij wie $\frac{3}{4}$ van de betrokken werklieden arbeiden, anderzijds, $\frac{3}{4}$ van het getal dezer werklieden ;

3° De overeenkomst moet bepalen dat men, vóór elke werkstaking of elk lock-out, verplicht is zich, tot verzoening of scheidsgerecht, te voorzien voor eene rechtsmacht, daartoe door partijen in onderling overleg ingericht ;

4° De duur der overeenkomst mag niet twee jaar overschrijden ;

5° Een ondertekend exemplaar der overeenkomst moet, binnen acht dagen nadat zij is gesloten, worden neergelegd ter griffie van den werkrechttersraad, of, zoo er geen bestaat, ter griffie van het vrederecht van het gebied ;

6° Voor bedoeld beroep en bedoeld gewest mag geene andere gemeenschappelijke overeenkomst bestaan, aan de hierboven opgesomde vereischten voldoende.

ART. 10.

Les conventions collectives, déposées dans les conditions ci-dessus indiquées, seront publiées sans frais par la voie d'annexes spéciales au *Moniteur belge* dans un délai qui ne pourra excéder quinze jours à partir de la date dudit dépôt.

ART. 11.

Trois mois après cette publication, sauf déclaration contraire émanant soit des employeurs ou chefs d'entreprise soit de la majorité des employés d'une entreprise et notifiée par écrit au greffe, la convention collective aura force de règlement d'atelier dans tous les établissements industriels, fabriques, ateliers où s'exerce, dans la région visée, la profession à laquelle le contrat s'applique.

TITRE V.

De la liberté d'association professionnelle et de la liberté individuelle.

ART. 12.

Le droit de s'associer pour la défense de ses intérêts professionnels, en usant ou non des formes prescrites pour que l'association acquière la personnalité civile, est reconnu et protégé par la loi.

Il en est de même du droit de choisir librement l'association professionnelle à laquelle chacun entend s'associer, et du droit de ne pas s'associer.

ART. 10.

De gemeenschappelijke overeenkomsten, op bovengemelde wijzen neergelegd, worden zonder kosten, door middel van bijzondere bijlagen, in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt binnen een termijn die, te rekenen van den dag van gezegde neerlegging, vijftien dagen niet mag overschrijden.

ART. 11.

Drie maanden na deze bekendmaking, behoudens strijdige verklaring hetzij vanwege de werkgevers of hoofden van onderneming, hetzij vanwege de meerderheid der werknemers in eene onderneming, ter griffie schriftelijk beteekend, geldt de gemeenschappelijke overeenkomst als werkplaatsreglement in al de nijverheidsinrichtingen, fabrieken, werkplaatsen, waar, in bedoeld gewest, wordt uitgeoefend het beroep, waarop de overeenkomst van toepassing is.

TITEL V.

Vrijheid van beroepsvereniging en persoonlijke vrijheid.

ART. 12.

Het recht om zich te vereenigen tot het voorstaan van zijne beroepsbelangen, met of zonder inachtneming van de vormvereischten opdat de vereeniging de rechtspersoonlijkheid verkrijge, wordt door de wet erkend en beschermd.

Dit geldt eveneens voor het recht om de beroepsvereniging, waarbij elk zich aansluiten wil, vrijelijk te kiezen, alsmede voor het recht om zich niet te vereenigen.

ART. 13.

Sera punie d'un emprisonnement de huit jours à un mois ou d'une amende de 26 à 200 francs, l'atteinte portée, tant par les employeurs que par les employés, aux droits définis à l'article 1 ci-dessus, lorsqu'il aura été fait usage à l'égard de personnes déterminées de voies de fait, violences ou menaces.

ART. 14.

Sera punie des mêmes peines l'atteinte portée aux mêmes droits, tant par les employeurs que par les employés, lorsque la conclusion ou l'exécution d'un contrat individuel de travail auront été subordonnées à la condition de l'affiliation ou de la non affiliation soit à une association professionnelle quelconque, soit à une association déterminée.

ART. 15.

Seront punis des mêmes peines les tiers qui, sous la même condition, s'opposeront, à l'égard de personnes déterminées, à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat individuel de travail.

ART. 16.

Dans les cas des articles 14 et 15 ci-dessus, il n'y aura pas de délit, sauf les dispositions du droit commun : 1° lorsque des employés associés entre eux suspendront collectivement le travail dans une entreprise déterminée, à raison du fait qu'un ou plusieurs employés de ladite entreprise acceptent d'y tra-

ART. 13.

Elke aanslag, zoo door de werkgevers als door de werknemers, op de bij bovenstaand artikel 1 bepaalde rechten, wordt gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot eene maand of met eene boete van 26 tot 200 frank, wanneer tegen bepaalde personen feitelikheden of gewelddaden werden gepleegd of bedreigingen uitgebracht.

ART. 14.

Elke aanslag op dezelfde rechten, zoo door de werkgevers als door de werknemer, wordt met dezelfde straffen gestraft, wanneer het sluiten of het uitvoeren van eene persoonlijke arbeidsovereenkomst afhankelijk werden gesteld van de aansluiting of de niet-aansluiting hetzij bij om't even welke beroepsvereniging, hetzij bij eene bepaalde vereeniging.

ART. 15.

Met dezelfde straffen worden gestraft de derden die zich op dezelfde wijze, ten aanzien van bepaalde personen, verzetten tegen het sluiten of het uitvoeren van eene persoonlijke arbeidsovereenkomst.

ART. 16.

In de gevallen voorzien bij bovenstaande artikelen 14 en 15 is er, behoudens de bepalingen van het gemeene recht, geen wanbedrijf : 1° wanneer onderling vereenigde werknemers gezamenlijk het werk staken in eene bepaalde onderneming, omdat er een of meer werknemers in deze onderneming

vailler à des conditions autres que celles obtenues par eux-mêmes; 2° lorsque les stipulations du contrat ne seront point conformes aux stipulations d'une convention collective de travail ou d'un contrat d'association professionnelle en vigueur entre l'auteur de l'acte constitutif du délit et l'une des parties en cause.

TITRE VI.

De la juridiction.

ART. 17.

Toutes les actions civiles ou pénales fondées sur la présente loi seront portées devant la « Chambre des Conflits du Travail » qui sera constituée, ainsi qu'il sera dit ci-après, au sein de chacun des tribunaux de première instance et de chacune des cours d'appel.

ART. 18.

Les « Chambres des Conflits du Travail » seront présidées par un magistrat désigné à cet effet par le président du tribunal ou par le premier président de la cour. Le ministre public y sera représenté, en matière civile et pénale, par un magistrat désigné par le Procureur du Roi ou par le Procureur général.

ART. 19.

Dans les tribunaux de première instance, les Chambres seront complétées par deux assesseurs, nommés au scrutin secret, l'un par l'as-

zich verbinden er te arbeiden mits andere voorwaarden dan die, welke zij zelf hebben bekomen; 2° wanneer de bepalingen der overeenkomst niet dezelfde zijn als die eener gemeenschappelijke arbeids-overeenkomst of eener overeenkomst van beroepsvereniging, van kracht zijnde tusschen den dader der handeling, welke het wanbedrijf uitmaakt, en eene van de betrokken partijen.

TITEL VI.

Rechtsmacht.

ART. 17.

Al de burger- of strafrechtelijke vorderingen, gegrond op deze wet, worden aangebracht voor de « Kamer der Arbeidsgeschillen », welke, volgens onderstaande bepalingen, zal worden opgericht in elke rechtbank van eersten aanleg en in elk hof van beroep.

ART. 16.

De « Kamers der Arbeidsgeschillen » worden voorgezeten door een magistraat, daartoe aangewezen door den voorzitter der rechtbank of door den eersten voorzitter van het hof. Het openbaar ministerie wordt er, in burgerrechtelijke zaken en in strafzaken, vertegenwoordigd door een magistraat, aangewezen door den Procureur des Konings of door den Procureur-Generaal.

ART. 19.

In de rechtbanken van eersten aanleg worden de Kamers aangevuld met twee bijzitters, bij geheime stemming benoemd, de

semblée générale des conseillers prud'hommes patrons du ressort, l'autre par l'assemblée générale des conseillers prud'hommes employés et ouvriers du ressort. Ces assemblées générales sont convoquées et présidées par le Procureur du Roi.

Les assesseurs, pour être éligibles, devront :

1° être Belges ;

2° avoir exercé avec honneur, pendant plus de vingt années, une profession industrielle ou commerciale, soit en qualité d'employeur soit en qualité d'employé.

Il sera désigné en outre, dans chaque catégorie, deux assesseurs suppléants.

La durée du mandat des assesseurs sera de cinq années.

Leur rémunération sera fixée par arrêté royal.

ART. 20.

Dans chacune des cours d'appel, les Chambres sont complétées par deux assesseurs nommés au scrutin secret, l'un par l'assemblée générale des membres patrons du conseil de prud'hommes d'appel du ressort, l'autre par l'assemblée générale des membres ouvriers. Ces assemblées générales seront convoquées et présidées par le procureur général.

Seront éligibles :

1° les personnes éligibles en vertu de l'article 19 ci-dessus ;

2° les professeurs des universités ayant enseigné avec honneur les sciences économiques et sociales pendant plus de dix années ;

eene door de algemeene vergadering der werkrechters-werkgevers van het gebied, de andere door de algemeene vergadering der werkrechters-werknemers van het gebied. Die algemeene vergaderingen werden door den Procureur des Konings belegd en voorgezeten.

Om verkiesbaar te zijn, moeten de bijzitters :

1° Belg zijn ;

2° Gedurende meer dan twintig jaar een nijverheids- of handelsberoep op eervolle wijze uitgeoefend hebben hetzij als werkgever, hetzij als werknemer.

Bovendien worden, in elke groep, twee plaatsvervangende bijzitters aangewezen.

De duur van het mandaat der bijzitters is vijf jaar.

Hunne vergelding wordt bij koninklijk besluit bepaald.

ART. 20.

In elk hof van beroep worden de Kamers aangevuld met twee bijzitters, bij geheime stemming benoemd, de eene door de algemeene vergadering der leden-werkgevers van den werkrechtersraad van beroep van het gebied, de andere door de algemeene vergadering der leden-werklieden. Die algemeene vergaderingen worden door den Procureur-Generaal belegd en voorgezeten.

Zijn verkiesbaar :

1° De personen, die krachtens bovenstaand artikel 19 verkiesbaar zijn ;

2° De professoren der hoogeschoolen, die gedurende meer dan tien jaar de economische en sociale wetenschappen op eervolle wijze hebben onderwezen ;

3° les anciens membres du Sénat, de la Chambre des Représentants et du Conseil supérieur du Travail.

Il sera désigné en outre, dans chaque catégorie et pour chaque cour, deux assesseurs suppléants.

La durée du mandat des assesseurs et leur rémunération seront fixées comme il est dit à l'article 19 ci-dessus.

TITRE VII.

Dispositions diverses.

ART. 21.

Pour l'exécution de la présente loi, il est ouvert un crédit non limitatif d'un million qui sera inscrit au budget du Département de la Justice.

3° De gewezen leden van den Senaat, van de Kamer der Volksvertegenwoordigers en van den Hoogen Arbeidsraad.

Bovendien worden, in elke groep en voor elk hof, twee plaatsvervangende bijzitters aangewezen.

De duur van het mandaat der bijzitters en hunne vergelding worden bepaald zooals in bovenstaand artikel 19 is voorgeschreven.

TITEL VII.

Onderscheidene bepalingen.

ART. 21.

Voor de uitvoering dezer wet wordt een niet beperkt crediet van een millioen toegestaan; dit crediet wordt op de begrooting van het Departement van Justitie uitgetrokken.

